

AFRICA: 17 AOÛT 2017 : (Tanzania: Chinese Military Ship Docks At Dar Port As Sign of Diplomatic Ties)



Photo : [Afrique Education](#) - A Chinese military ship docked at Dar es Salaam port on Wednesday. Dar es Salaam — A Chinese military ship docked at the Dar es Salaam port on Wednesday signifying the military relationship that Tanzania has with the far-East country. Speaking at the ceremony to receive the ship, the Chinese ambassador to Tanzania, Mr Lu Youqing praised the Tanzanian government and the Tanzania People's Defense Force (TPDF) for the efforts made in strengthening ties between the two countries. He said Tanzania has been a longtime friend of China; since the time of the late Tanzania's first president Mwl. Julius Nyerere.

BURUNDI :

Burundi : La CPI rien sur les assassinats des Chefs d'Etats Africains

SECURITE, AFRIQUE – “Les BLANCS et KAGAME veulent assassiner le Président des BARUNDI et faire un coup d'Etat au Burundi”, explique un citoyen Burundais.

Au Burundi, ce lundi 14 août 2017, M. Ruvyogo Michel, un citoyen, a réagi à l'annonce de M. LUC MICHEL, un géopolitologue Belge, ami des Burundais, du plan d'assassinat par la Belgique, les USA, et le RWANDA, du très populaire Président africain du Burundi, S.E. NKURUNZIZA Pierre [<http://burundi-agnews.org/tdc/> et <http://burundi-agnews.org/inaugurations/>] et d'un COUP D'ETAT MILITAIRE ...

[Afrique Media : La Télévision Panafricaine , LIGNE ROUGE DU 10 08 2017 , voir 18 ème Minutes à 25 ème Minutes <https://www.youtube.com/watch?v=zMd75JYtRug>]

M. Ruvyogo Michel se demande pourquoi la Cour Pénal Internationale CPI ne prend pas ce dossier en main ?

Voici son article :

A quand la fin des assassinats de Chefs d'Etats Africains par les occidentaux ? A quoi sert la CPI ?
Liste des Chefs d'Etats Africains déjà assassinés depuis 1960

Nous venons d'apprendre via le médium de Mr Luc Michel, ce qu'il appelle un scoop mais en réalité une information qui fait froid au dos, que la Belgique et les Etats Unis ont élaboré un plan d'assassinat de Son Excellence le Président de la République du Burundi Mr Nkurunziza Pierre, qu'il lui suffira d'aller en dehors du Burundi pour que les commandos entraînés et équipés à partir du territoire Rwandais accomplissent la sale besogne.

De même le bombardement de son Palais est déjà sur les plans en passant par la prise de la Capitale Bujumbura par les mêmes sbires en vue d'y installer à nouveau une dictature à l'instar de celle que le Burundi a connu de 1965 à 1993. Rappelons-nous aussi que pendant cette même période il y a eu les massacres de 1965, les assassinats de 1969, le génocide de 1972, le pogrom de Ntega et Marangara en 1988 le tout couronné par l'assassinat du Premier Président Burundais élu en 1993, Son Excellence Feu Melchior Ndadaye. C'est la raison pour laquelle cette information doit être prise au sérieux surtout que ni la Belgique ni les Etats Unis ne l'ont démentie.

Après l'esclavage le crime le plus odieux du même acabit que le génocide, la colonisation un crime crapuleux, la néo-colonisation abjecte et le pillage des ressources africaines, voici depuis les années 60 la liste des 23 chefs d'états Africains assassinés par des mercenaires occidentaux. Jusqu'à aujourd'hui, l'Union Africaine ne se sent pas concernée par cette question et dort, par contre, le monde occidental continue sa sale besogne en étouffant nos Etats sous le fallacieux prétexte qu'ils ne sont pas respectueux des droits de l'homme ! Qui les viole vraiment ? A qui profitent tous ces crimes ?

Notre prise de conscience doit être le début de solution pour tous ces malheurs qu'ils tapissent sous nos pieds. Lisons ensemble et méditons sur ces cas d'assassinats de Chefs d'Etats Africains dont la liste circule déjà sur les réseaux sociaux et qui n'est pas exhaustive.

- En 1961 : Patrice Émery Lumumba, Premier Ministre du Congo indépendant ;
- En 1962 : Prince Louis Rwagasore, Héros de l'Indépendance du Burundi ;
- En 1963 : Sylvanus Olympio, Président de la République du Togo ;
- En 1966 : John-Aguiyi Ironsi, Président de la République du Nigéria ;
- En 1969 : Abdirachid-Ali Shermake, Président de la République de Somalie ;
- En 1972 : Abeid-Amani Karumé, Président de la République de Zanzibar ;
- En 1975 : Richard Ratsimandrava, Président de la République de Madagascar ;
- En 1975 : François-Ngarta Tombalbaye, Président de la République du Tchad ;
- En 1976 : Murtala-Ramat Mohammed, Président de la République du Nigéria ;
- En 1977 : Marien Ngouabi, Président de la République du Congo-Brazzaville ;
- En 1977 : Teferi Bante, Président de la République d'Ethiopie ;
- En 1978 : Ali Soilih M'tsashiwa, Président de la République des Comores ;
- En 1981 : Anouar El-Sadate, Président de la République d'Egypte ;
- En 1981 : William-Richard Tolbert, Président de la République du Libéria ;
- En 1987 : Thomas Sankara, Président de la République du Burkina-Faso ;
- En 1989 : Ahmed Abdallah, Président de la République des Comores ;

- En 1989 : Samuel-Kanyon Doe, Président de la République du Libéria ;
- En 1992 : Mohammed Boudiaf, Président de la République d'Algérie ;
- En 1993 : Melchior Ndadaye, Président de la République du Burundi ;
- En 1994 : Cyprien Ntaryamira, Président de la République du Burundi ;
- En 1994 : Juvénal Habyarimana, Président de la République du Rwanda ;
- En 1999 : Ibrahim Barré-Maïnassara, Président de la République du Niger ;
- En 2001 : Laurent-Désiré Kabila, Président de la République Démocratique du Congo ;
- En 2009 Joao Bernardo Vieira, Président de Guinée-Bissau ;
- En 2011 : Mouammar Khadafi, Président de la République de Libye.

Nous ne devons plus nous permettre d'être de simples spectateurs de ses coups d'États organisés par le monde occidental, il est temps pour tout africain où qu'il se trouve de prendre sa destinée en mains car l'Afrique se doit enfin d'être à nouveau debout.

Ruvyogo Michel

Le Burundi attend aussi une réaction de l'Union Africaine...

DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, le vendredi 11 août 2017

Burundi : Une attaque imminente Rwando Américano-Belge

SECURITE – LUC MICHEL sur AFRIQUE MEDIA prévient d'une attaque imminente venant du Rwanda, appuyée par les USA et la Belgique, contre le Burundi, pour changer le Régime et remettre les Hima au pouvoir ...

En direct des plateaux de AFRIQUE MEDIA, ce jeudi 10 août 2017, M. LUC Michel, géopolitologue Belge et ami du Burundi, a informé l'Afrique entière du complot Rwando-Américano-Belge d'assassinat de S.E. NKURUNZIZA Pierre, le très populaire Président Africain du Burundi [<http://burundi-agnews.org/inaugurations/> et <http://burundi-agnews.org/tdc/>] et de changement de Régime au Burundi, dans un avenir proche, afin de remettre les Hima au pouvoir chez les Barundi.

Voici les propos de M. LUC MICHEL :

[Afrique Media : La Télévision Panafricaine , LIGNE ROUGE DU 10 08 2017 , voir 18 ème Minutes à 25 ème Minutes <https://www.youtube.com/watch?v=zMd75JYtRug>]

Au Burundi, la Sécurité est déjà mobilisée par rapport au très mauvais voisin africain qu'est le Rwanda au sein de l'Est African Community EAC. Des bruits courent concernant les expulsions des ambassadeurs de Belgique et des USA ...

La proximité avec le Rwanda du Dictateur KAGAME, dont la mission octroyée par les multinationales occidentales, dans la guerre qu'elles livrent contre l'emprise économique chinoise dans la Région des Grands lacs africain, est de détruire les Barundi (dont leur Président), fait que la

vigilance doit demeurer pour tous au Burundi. Au Rwanda, KAGAME, un Bega, ne représente aucune légitimité sociologique pour être le Président de ce pays, car le pourcentage de Bega au Rwanda étant insignifiant. Les multinationales ont voulu – KAGAME, un Bega – et non les Rwandais.

Le chaos dans la région des Grands lacs causé par le Rwanda du Dictateur KAGAME, comme un leurre, vient toujours de la RDC Congo, comme le démontre actuellement les heurts à Fizi, au Kivu ou au Katanga.

Le Burundi est vieux Royaume millénaire africain – Ingoma y’Uburundi – : – 1/ qui a donné jadis une Dynastie en Egypte (celle des Anous “Abantou” – la Dynastie des Nagada – 9.000 à 3.200 avant notre ère); – 2/ qui a géré l’Empire Mwene Mwezi (Burundi, Rwanda, Ouganda, Sud Soudan, Tanzanie, Kenya, Malawi, et le nord de Mozambique) entre le 14ème et le 15ème siècle de notre ère ; – et 3/ qui était le plus grand Etat au 17ème siècle dans la Région des Grands Lacs africain.

Le vieux Royaume -Ingoma y’Uburundi – s’est mis en pause pour 40 ans en 1965-1966 lorsque la France a décidé de mettre en place -le Régime Hima burundais (Micombero, Bagaza, et Buyoya)-. Depuis 2005, les Burundi ont repris leur destin en main dans cette Région de l’Afrique et du Monde.

DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, le dimanche 13 août 2017

<http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-une-attaque-imminente-rwando-americano-belge-contre-les-barundi/>

RWANDA :

« M. Macron, le devoir de vérité sur le Rwanda incombe à la France plus qu’à tout autre pays »
Par Alain Nginshuti LE MONDE Le 15.08.2017 à 12h44

Alain Nginshuti, rescapé du génocide des Tutsi, adresse une lettre ouverte au président de la République française.

Monsieur le Président, plus de vingt-trois ans se sont écoulés depuis que s’est produit le dernier génocide du XXe siècle : celui des Tutsi du Rwanda. En moins de trois mois, d’avril à juillet 1994, 800 000 personnes furent assassinées. Pour moi, ce chiffre n’est pas abstrait : les miens ont péri.

Vous et moi étions adolescents en ce printemps 1994 : nous avions le même âge. Vous en France, moi au Rwanda. Je ne sais si vous vous souvenez de vos 16 ans. Pour moi, ce fut le temps de la traque de mes proches, celui où nous mourrions sous les coups de machette, celui où mes sœurs et mes tantes étaient violées jusqu’à ce que mort s’en suive. Le temps de la terreur qui me rendit orphelin au monde.

Lire aussi : « Monsieur le Président, faites (enfin) ouvrir les archives sur le Rwanda ! »

Puis il a fallu survivre et tenter de comprendre. En rouvrant mes yeux sur mon pays transformé en charnier, je me suis souvenu de l'abandon. Ailleurs, en Europe, et depuis longtemps déjà, les sociétés occidentales vivaient sur le pacte moral et politique reposant sur le « plus jamais ça ». L'ordre du monde, sorti des décombres de la deuxième guerre mondiale, a révélé l'étendue de son impuissance – pour ne pas dire sa profonde escroquerie. Ma famille a été assassinée sous les yeux des casques bleus, sans jamais que la communauté internationale ne décide de nous venir en aide. Les archives parlent

Et que dire du rôle de votre pays, celui qui est devenu le mien, la France ? Il tient, au côté de la lâcheté des autres nations, une place singulière dans l'extermination des miens. Est-il besoin de rappeler le soutien diplomatique et militaire accordé au régime Habyarimana durant la guerre qui l'opposait au Front patriotique rwandais (FPR) ? Les citoyens français savaient-ils alors que leur pays était engagé directement dans une guerre dont le cours était ponctué de massacres de civils tutsi ? Soutenir ce régime, c'était cautionner la logique de pogrom alors mise en œuvre par ce dernier.

Lire aussi : Rwanda : « Pour la fin de l'impunité pour les génocidaires et leurs complices ! »

L'aveuglement – d'autres diraient la complicité – de la France s'est poursuivi quand l'entreprise d'extermination fut décidée à partir du 7 avril 1994. Comment expliquer que seule la France ait reçu en visite officielle deux représentants du gouvernement criminel qui orchestrait le génocide des Tutsi, le 21 avril, alors que l'ensemble des pays occidentaux leur avaient interdit de fouler leur sol ? Comment expliquer la décision première d'envoyer des troupes dans le cadre de l'opération « Turquoise », une fois le génocide consommé, afin de stopper l'avancée du FPR, seule force à mettre fin aux massacres ?

Les archives parlent, pour peu que l'on veuille y prêter attention. Et sur les images, diffusées à profusion, où les populations accueillent avec joie les militaires de l'opération « Turquoise », l'enthousiasme n'est pas celui du soulagement, mais celui de la ferveur exterminatrice. Sur le bord des routes, hommes, femmes et enfants clament alors : « Le sort des cafards est scellé. » Un tel accueil en dit long sur la fidélité du gouvernement français à ses alliés criminels.

Lire aussi : Richard Gisagara : « En France, nier le génocide au Rwanda est désormais passible d'un an de prison »

Mais la géopolitique française reposant sur une logique de mathématique raciale ne perdit pas encore son crédit après le génocide. Des armes furent livrées aux assassins dans les camps de réfugiés au Zaïre, comme le reconnaissait Hubert Védrine lui-même le 16 avril 2014 devant la commission de défense de l'Assemblée nationale. Il expliquait alors aux députés – sans provoquer la moindre réaction de leur part – que la France avait poursuivi ses livraisons d'armes à l'armée rwandaise dans le cadre de sa lutte contre le FPR, et en aucun cas pour participer au génocide. Il faut croire que M. Védrine tient en piètre estime l'intelligence des députés et des citoyens français : l'armée rwandaise fut l'un des acteurs centraux de l'extermination des Tutsi.

Stratégies de déni

Monsieur le Président, sur le rôle de la France au Rwanda, bien des éléments sont connus. À ce jour, aucune reconnaissance officielle ne les a intégrés au récit national. Les stratégies de déni poursuivent leur travail de sape. D'autres logiques, en revanche, demeurent encore troubles, que l'ouverture des archives permettrait de mettre au jour. Devoir de mémoire et travail d'histoire s'unissent ici dans la même exigence.

Lire aussi : Un dimanche à Kigali, du mémorial du génocide à « l'hôtel des mille combines »

Monsieur le Président, vos récentes déclarations à Oradour-sur-Glane puis lors de la commémoration du Vel d'Hiv' témoignent de la capacité de ce pays et de ses dirigeants à porter sur le passé un regard lucide et sans concession. Pourquoi l'histoire du génocide des Tutsi serait-elle exclue de ces efforts pour faire advenir la vérité ? Ce devoir de vérité incombe à la France plus qu'à tout autre pays.

« Nous vivons en une patrie qui n'oblige aucun citoyen à mentir pour elle et où la recherche d'une vérité, si dure soit-elle, peut n'être pas contraire au bien commun », écrivait Raymond Aron en pleine guerre d'Algérie. Ces mots, j'ai espoir que vous les ferez vôtres car l'honneur de notre pays ne se mesure pas au déni mais au courage de faire face au passé.

Alain Nginshuti, rescapé du génocide des Tutsi et vice-président de l'association Ibuka.

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/08/15/m-macron-le-devoir-de-verite-sur-le-rwanda-incombe-a-la-france-plus-qu-a-tout-autre-pays_5172573_3212.html#1ugm5gHbER7wKLYq.99

RDC CONGO :

RD Congo : des experts de l'ONU accusent le général «Tango Four» d'exploitation illégale d'or (Agence Ecofin 16/08/17)

(Agence Ecofin) - Le général de division Gabriel Amisi Kumba, alias Tango Four, officier supérieur des FARDC (Forces armées de la RD Congo), exploiterait illégalement de l'or dans le Nord du pays. C'est ce qu'affirme un groupe d'experts onusiens dans un nouveau rapport, publié dimanche sur le site de l'organisation, dans lequel il déclare avoir réuni des «éléments de preuve» sur le sujet.

En effet, selon des témoignages recueillis sur le terrain, Tango Four détiendrait plusieurs dragues (machines conçues pour l'extraction de l'or) par le biais d'une entreprise locale dénommée «La Conquête» et protégée par les FARDC. D'autres témoins ont précisé que les dragues opèrent sur la rivière Awimi, à Bomili (sur le territoire de Bafwasende), et que l'or extrait était en grande partie expédié à Kisangani.

Or, précise le rapport, le code minier congolais interdit aux officiers des FARDC d'exploiter ou de commercialiser des ressources naturelles.

Par ailleurs, les experts de l'ONU ont confirmé les informations mentionnées dans un précédent rapport selon lesquelles «la quasi-totalité de l'or d'extraction artisanale en RD Congo était exportée illégalement et sous-estimée en valeur et en volume». Si en 2016 les chiffres officiels publiés indiquent 244,42 kg d'or exportés, ils estiment que ces données sont inférieures au volume réel.

En 2016, la production totale d'or de la RD Congo était de 798 000 onces, en baisse de 12,2% par rapport à 2015. Le pays est plus reconnu pour son secteur cuprifère, étant le premier producteur africain du métal rouge devant la Zambie.

Louis-Nino Kansoun.

She Okitundu à la réunion du comité des sanctions de l'ONU à New York

Kinshasa 17/08/2017 Politique - Le chef de la diplomatie congolaise saisira cette opportunité non seulement pour solliciter la levée des sanctions prises contre quelques dirigeants congolais mais aussi pour présenter les avancées réalisées par la RDC dans les domaines de la sécurité et de la démocratie caractérisées notamment par la mise en route du processus électoral sur l'ensemble du pays.

Le vice-Premier ministre, ministre des Affaires Etrangères et Coopération régionale, Léonard She Okitundu, s'est envolé mardi pour New York, aux USA, pour prendre part à une réunion du comité des sanctions des Nations unies.

Le chef de la diplomatie congolaise saisira cette opportunité non seulement pour solliciter la levée des sanctions prises contre quelques dirigeants congolais mais aussi pour présenter les avancées réalisées par la RDC dans les domaines de la sécurité et de la démocratie caractérisées notamment par la mise en route du processus électoral sur l'ensemble du pays.

Il est accompagné dans ce déplacement du conseiller principal au collège diplomatique du Président de la République, Barnabé Kikaya Bin Karubi.

Antonio Guterres promet de «tout faire» pour que les assassins de deux experts onusiens soient punis

Le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres promet de «tout faire» pour que les assassins de Zaida Catalán et Michael Sharp, les deux experts onusiens assassinés en mars 2017 dans le Kasai, soient identifiés et punis. Il s'exprimait mercredi 16 août au cours d'une conférence de presse à New York.

«C'est mon intention de tout faire, dans le contact avec le gouvernement de la RDC et avec le Conseil de sécurité pour que les criminels soient punis. Je suis prêt à discuter avec les uns et les autres pour permettre que cette [redevabilité] soit garantie. Après les consultations que je ferai avec la RDC et les membres du Conseil sécurité, je présenterai des propositions adéquates», promet Antonio Guterres.

Selon lui, les deux experts sont des victimes innocentes et n'ont rien fait qui puisse leur coûter la vie.

«J'ai envoyé le résumé de ce rapport au Conseil de sécurité. Le rapport sera aussi envoyé aux familles que je recevrai et aux pays concernés. C'est clair dans ce rapport que les deux experts sont des victimes innocentes. Ils n'ont rien fait qui puisse contribuer à ce crime intolérable», note le secrétaire général des Nations unies.

Dans son dernier rapport rendu public le 10 août 2017, le Groupe d'experts des Nations Unies sur la République démocratique du Congo soutient que l'assassinat de Zaida Catalán et Michael Sharp a été «prémédité».

Ces deux experts de l'ONU ont été tués en mars 2017 au Kasai-Central alors qu'ils enquêtaient sur les violations des droits de l'homme commises dans cette province où les violences ont éclaté en août 2016.

MMC - <https://www.digitalcongo.net/article/59955bb29c8e9c0004d68940>

Nouvelle attaque des BDK signalée en RDC: la Monusco contre toute violence !

Kinshasa 17/08/2017 Politique - La vidéo devient virale sur les réseaux sociaux. Il s'agit du tout dernier qui serait tourné par Ne Muanda Nsemi et dans laquelle l'homme programmerait, pour ce lundi 21 août, une nouvelle action de ses adeptes. La Mission des Nations Unies au Congo-Kinshasa a, au cours de sa conférence de presse d'hier, mercredi 16 août 2017, été amenée à réagir à ce énième appel fait par le Chef spirituel du mouvement politico-religieux Bundu Dia Kongo – BDK-.

«Nous avons vu la vidéo de cet appel à des nouvelles actions. Le fait est que la sécurité à Kinshasa ne relève pas de la MONUSCO mais des forces sécuritaires. La violence ne fait pas évoluer la cause de la démocratie et de la paix. Nous appelons également les forces de sécurité à avoir une réponse proportionnée et respectueuse des droits de l'homme», a soutenu la Porte-parole de la Monusco Fabienne Pompey. Il faut signaler que cet événement des BDK devrait intervenir un jour après le 20 août, date à laquelle le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au Changement aile Félix-Lumbi avait prévu de reprendre avec les actions de rue afin de déboucher par un meeting grand format le dimanche 3 septembre.

La Mission Onusienne a tenu toutefois à rappeler le principe de la proportionnalité dans le maintien de l'ordre public. Car, selon la Monusco, les forces de l'ordre devraient répondre de manière proportionnelle en ne faisant pas usage d'armes létales qui provoquent des pertes en vie humaine. «Quand les groupes sociopolitiques appellent leurs partisans à manifester, nous estimons que c'est pour des manifestations pacifiques. Nous sommes en faveur de la paix. Mais, s'il y a violence du côté des manifestants, jamais nous n'encourageons cela», a dit le directeur du BCNUDH, Jose Maria Aranaz.

Focus

Dans l'avant dernière vidéo, Ne Muanda Nsemi avait promis de récupérer tous ses biens confisqués par l'Etat congolais le lundi 7 août 2017. Cette attaque avait fait 19 morts, 7 autres personnes blessées et 37 assaillants capturés. La Police nationale congolaise avait accusé le mouvement politico-religieux Bundu Dia Kongo (BDK) d'avoir tenté de fomenter un coup d'Etat, lors de la manifestation réprimée le lundi 7 août dernier, rappelle une consœur. Selon le Colonel Pierrot Mwanamputu, porte-parole de la Police Nationale Congolaise, les adeptes de Bundu Dia Kongo avaient pour mission d'attaquer simultanément le quartier Binza/Pigeon, dans la commune de Ngaliema, l'aéroport international de N'djili et la Radiotélévision nationale congolaise (RTNC) où ils prévoyaient de faire une déclaration.

Danny Ngubaa/La Prospérité

<https://www.digitalcongo.net/article/59955ea19c8e9c0004d68941>

Haut-Uélé : Les rebelles de la LRA prennent en otage 40 personnes à Dungu

<https://www.digitalcongo.net/article/5994295bc3ba7400045e6455>

Kinshasa 16/08/2017 Politique - Au moins quarante personnes ont été kidnappées lundi 14 août par des rebelles de la LRA dans la localité Kana à 105 Km de la cité de Dungu sur la route de Doruma, renseignent les sources locales.

Des témoins précisent que ces rebelles ont opéré de 7 heures à 13 heures locales. Ils ont dépouillé les passants de leurs biens avant de prendre en otage une quarantaine de personnes qu'ils ont amenées en forêt. Parmi les otages figurent deux contrôleurs techniques de la CENI. Ceux-ci ont perdu 18 des USB contenant des données de 18 centres d'inscription, un téléphone Tnuraya et une somme d'argent dont le montant n'est pas déterminée. Des sources proches de la CENI précisent qu'un de ses agents kidnappés a réussi à s'échapper.

Les données contenues dans les clés USB parties avec les otages ne seront pas perdues parce qu'elles sont conservées dans les ordinateurs de la Commission électorale, précisent des sources de la CENI. Par ailleurs, trois autres contrôleurs de la CENI faisant partie du convoi ont eu la vie sauve après avoir été alertés par une personne qui venait de s'échapper de ce piège. L'administrateur du territoire de Dungu attend le rapport des services spécialisés pour se prononcer sur ce sujet. Les efforts de Radio Okapi pour joindre les responsables du commandement militaire sont restés vains pour le moment.

Le Potentiel/RO (CL/Milor/GW/Yes)

Gagné par l'affairisme : chaque média occidental se dote de son édition « Afrique » !

<https://www.digitalcongo.net/article/599437cec3ba7400045e6458>

Kinshasa 16/08/2017 Politique - Optant pour la presse électronique moins coûteuse, mais très efficace en capacité de diffusion, il monte sa propre «légion étrangère avec des journalistes africains prêts à agir en snippers...

17 juin 2017. Est mise en ligne sur www.congo30juin.com la chronique intitulée «Médias occidentaux et RDCongo : Lettre ouverte à mon confrère ouestaf' : pourquoi !».

Dans son premier d'entame, il est précisé qu'on ne cherche pas à savoir si le confrère est «Burkinabé, Sénégalais, Malien ou Ivoirien. Moins encore Guinéen, Togolais ou Nigérien». Il lui est seulement demandé de se sentir concerné s'il a conscience «de servir de relais aux puissants médias français» ayant le Congo-Kinshasa dans le collimateur. «Car, pour ces médias, une dépêche sans la RDC est tout, sauf une info !», y relève-t-on. Et de préciser : «Ainsi, au Congo-Kinshasa, autrefois Zaïre, il y a toujours un EVENEMENT à exploiter avec sensation. Un scoop, disons-nous dans le jargon ! Et, généralement, on le traite en privilégiant la diabolisation quand ce n'est pas la dérision. Voir un pont en bois s'écrouler dans une localité du Congo profond est une info pour le reporter qui, pourtant, aura circulé à l'aise sur une distance de 500 km de route bitumée».

Autre cas souligné : la décapitation des chefs coutumiers par des «miliciens» se réclamant du Kamwina Nsapu. Au confrère ouestafrique, il est dit : «Ce dernier les qualifie lui-même de bandits, de terroristes. Pareil crime est, hélas !, traité en fait divers s'il n'est pas carrément ignoré. Par contre, la neutralisation des mêmes miliciens par les forces gouvernementales, souvent après une bataille sanglante, occupe la manchette. On sort la terminologie « réaction disproportionnée » ou « usage disproportionné d'armes létales ». Mieux, on découvre des charniers impliquant l'armée ou la police comme si les 'miliciens', eux, se volatilisent avec leurs cadavres dans la nature».

Au confrère ouestaf', la question posée a donc été de savoir pourquoi consomme-t-il «sans modération tout ce que (...) disent les médias français, manifestement en mission 'commandée' pour le Dossier Congo», pendant qu'il a, lui, «toute la capacité de vérification ou de contre-vérification par des sources tierces», celles-ci étant la forte communauté ouestafrique résidant en RDC certains depuis l'époque coloniale, d'autres – les nouveaux venus – sont les fonctionnaires internationaux présents dans tout le système des Nations Unies, de la Monusco à l'Omc en passant par la Banque mondiale, le Fmi, l'Unicef, l'Oit, le Fao, l'Unesco, l'Oaci, l'Upu, l'Oms, l'Aiea, le Hcr, l'Omi, l'Omm, l'Ompi, l'Onudi, l'Uit et autres le Pnud.

«George Soros & Le Monde : un partenariat, l'attention du chroniqueur est focalisée sur l'immersion spontanée des éditions «Afrique» dans les médias de référence de la France, de la Belgique et de la Suisse, pour ne citer que ces pays membres de l'Oif.

La France, en effet, s'affiche avec «Le Monde Afrique» et «Le Point Afrique», respectivement pour ses journaux «Le Monde» et «Le Point». La Belgique avec «La Libre Afrique» pour «La Libre». La Suisse avec «La Tribune Afrique» pour «La Tribune».

Manifestement, ces médias retrouvent le continent africain, laissé en friche des décennies durant, bon à ré-exploiter pour ne pas dire à réoccuper. Chacun recouvre l'esprit journalistique d'Henry Morton Stanley.

Seulement voilà : la voie choisie est la mauvaise. Celle de la diabolisation systématique des institutions des pays africains et même des organisations africaines, cela via des ONGDH, des mouvements pro-démocratie et des médias sponsorisés notamment par le milliardaire américain d'origine hongroise George Soros.

Dans un article intitulé «George Soros & Le Monde : un partenariat idéal» publié le 14 avril 2017, Thibault Kerlirzin, qui anime le blog SorosConnection.com, relève que Osiwa (Open Society Initiative for West Africa), «membre du réseau mondial des Fondations Open Society initiées en 1993 par le milliardaire américain d'origine hongroise George Soros», s'est félicitée «de la création du site Le Monde Afrique, qui va participer à la diffusion d'une information indépendante sur le continent».

Thibault signale que «Le Monde rapporte depuis au moins dix ans, sans distance critique aucune, plusieurs rapports («Bois de Sang», Glencore, forêt au Cambodge, etc.) de Global Witness».

Il a fallu ces temps derniers la publication des Rapports de Global Witness et du Groupe d'Etude du Congo pour réaliser la nocivité du rôle de plusieurs médias occidentaux dans le traitement des questions sensibles qui affectent le continent africain en général, la République Démocratique du Congo en particulier.

Intitulé «Les réseaux Soros à la conquête de l'Afrique» et coécrit par Stéphanie Erbs, Vincent Barbé et Olivier Laurent, l'ouvrage révélant les actions du milliardaire américain met en lumière la

perfidie de l'homme et de ses relations via, principalement, les médias occidentaux et africains à sa merci !

Le moment est indiqué de dénoncer la «philanthrocratie de la sorosafrique» !

Dans la livraison portant l'avant titre «A la conquête de l'Afrique» et le titre «George Soros : 63 ans d'aventure, 1er faux pas en RDC !», le site www.congo30juin.com entame la deuxième série de publication d'articles consacrés à la Galaxie Soros.

La chronique d'aujourd'hui est accompagnée de l'article de Thibault Kerlirzin.

Bien que datant d'avril 2017, cet article mérite un temps de lecture pour ceux qui le découvrent pour la première fois et de relecture pour ceux qui l'ont déjà consulté.

La sanction du blogueur est cinglante : «Le Monde, 'chien de garde' de la philanthrocratie, est une caisse de résonance des réseaux Soros», écrit-il.

Il suffit de consulter la liste des reporters de la rubrique «COMPTE RENDU» pour en réaliser l'évidence.

Omer Nsongo die Lema

(CL/Yes)

RDC : trafic d'or, général Tango Four, M23... que dit le dernier rapport du groupe d'experts de l'ONU ?

14 août 2017 à 16h06 — Mis à jour le 14 août 2017 à 16h10

Trafic d'or, accusations contre le général « Tango four », traque des ex-M23 ou encore des FDLR... Le dernier rapport des experts de l'ONU, rendu public le 13 août, contient de nombreux détails sur les crises que traverse la RD Congo. Il a été rédigé par les collègues de Michael Sharp et Zaida Catalán, assassinés en mars alors qu'ils enquêtaient dans la province du Kasai-central.

Le 12 mars 2017, deux membres du groupe d'experts de l'ONU pour la RD Congo, l'Américain Michael Sharp et la Suédoise Zaida Catalán, étaient assassinés alors qu'ils enquêtaient sur les milices Kamuina Nsapu. Mais leurs collègues ont poursuivi leur travail d'enquête sur les crises que traverse le pays. Leur rapport a été mis en ligne dimanche 13 août et doit être présenté mardi 15 août au Conseil de sécurité de l'ONU. Voici ce qu'il faut en retenir.

Qui sont les assassins de Michael Sharp et Zaida Catalán ?

« Le 12 mars 2017, [Michael Sharp et Zaida Catalán] ont quitté [la ville de] Kananga pour une mission de terrain dans la localité de Bukonde, écrivent les experts. Le groupe croit comprendre que, vers 16 heures (heure locale), Michael Sharp et Zaida Catalán ont été exécutés par un groupe hétéroclite d'individus, dont l'identité n'avait toujours pas été établie au moment de l'établissement du présent rapport ».

« À la lumière des informations disponibles, on ne saurait exclure l'implication de différents acteurs (favorables ou non au Gouvernement), les factions Kamuina Nsapu, d'autres groupes armés et les membres des services de sécurité de l'État », assurent-ils, constatant en outre « qu'en dépit des éléments de preuve disponibles, certains autres suspects clefs n'ont pas encore été arrêtés ».

« Tango four » accusé d'être impliqué dans le trafic d'or

« Le groupe a réuni des éléments de preuve de l'implication du général de division Gabriel Amisi Kumba (alias Tango Four) commandant des FARDC de la première zone de défense du pays, dans le secteur de l'or », affirme le rapport. Selon les témoignages recueillis sur place, le général posséderait « quatre dragues », bateaux extrayant de l'or au fond de la rivière Awimi, près de la ville de Bafwasende, dans la province de la Tshopo, « par l'intermédiaire d'une entreprise locale appelée La Conquête ». Or les officiers des FARDC n'ont pas le droit d'exploiter des ressources naturelles.

Par ailleurs, arguant de l'identité de leur propriétaire, les conducteurs des engins refuseraient « de payer toute taxe à l'État », selon un témoignage recueilli par le groupe.

Collaboration entre l'armée congolaise et des dissidents des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR)

Les experts de l'ONU ont été témoins de contacts amicaux entre les Forces armées de RDC (FARDC) et des rebelles rwandais du Conseil national pour le renouveau et la démocratie (CNRD), un groupe armé issu d'une scission avec les FDLR. Les FDLR sont elles-mêmes issues des anciennes Forces armées rwandaises (FAR) qui ont fui au Zaïre après le génocide des Tutsis du Rwanda, en 1994, et demeurent un ennemi irréductible du gouvernement rwandais.

Les contacts dont ont été témoin les experts se sont produits en octobre 2016 dans la localité de Katsiru. « Trois éléments des FARDC ont déclaré au groupe qu'ils étaient 'désormais avec le CNRD ici' », écrivent les experts, qui n'ont toutefois « pas pu déterminer si et dans quelle mesure cette collaboration était approuvée par la hiérarchie des FARDC ».

Les FARDC semblent avoir fait de la lutte contre les FDLR la priorité, quitte à s'appuyer sur ces dissidents. « Des fonctionnaires des Nations Unies et des sources militaires ont confirmé que les FARDC progressaient en direction du fief des FDLR », notent les experts.

De mystérieux missiles SAM-16 repris aux FDLR

« En août 2016 les FARDC ont repris aux FDLR un système de missiles [...] sol-air SAM-16 Gimlet ou 9K310 Igla-1 » à Mibirubiru, dans la province du Nord-Kivu, assure le groupe. « Le système présentait des caractéristiques similaires à celles des missiles fabriqués dans l'ex-URSS » et avait été « fabriqué en 1987 ».

Il lui « manquait notamment la batterie, la poignée de commande et l'alimentation ».

« Le groupe avait déjà signalé que les FDLR détenaient ce type de matériel et qu'en 1998 l'armée pour la libération du Rwanda, prédécesseur de fait des FDLR, s'en était emparé auprès du Rassemblement congolais pour la démocratie-Goma au Mont Goma lors d'un affrontement. Trois sources des FARDC et d'anciens hauts dirigeants des FDLR ont chacun confirmé cette information au groupe », écrivent-ils encore.

Comment la « guerre civile » burundaise se poursuit sur le territoire congolais

Plusieurs rébellions burundaises, opposées au gouvernement de Bujumbura, se trouvent dans la province congolaise frontalière du Sud-Kivu. Le groupe d'experts de l'ONU affirme ainsi que « les FOREBU [Forces républicaines du Burundi] qui ne prônent pas d'idéologie particulière autre que celle de s'opposer au gouvernement burundais, sont devenues, au milieu de l'année 2017, le groupe

armé burundais le plus important opérant en République démocratique du Congo ». Il comptait « entre 300 et 500 combattants en mai 2017 », estiment les experts.

Face à cette menace, l'armée burundaise mène, selon eux, la lutte en utilisant parfois des moyens illégaux. Ils dévoilent notamment l'existence d'un réseau de trafic d'armes entre « des membres de l'armée burundaise, des intermédiaires et des groupes armés congolais. »

Ce réseau a notamment permis d'alimenter les milices d'autodéfense congolaises « Mai-Mai Mwenyemali, les Mai-Mai Bigaya, les Mai-Mai Nyerere et les Mai-Mai Karakara ». « Des sources ont expliqué au groupe d'experts que ces transferts viseraient à contrer les menaces à la sécurité que faisaient peser sur le Gouvernement burundais les groupes comme la Red-Tabara et les Forebu, en soutenant des groupes armés congolais qui pourraient à terme agir pour leur compte ».

« Des témoins lui ont fait état d'un transfert de 10 fusils et de six boîtes de munitions à Katogota, d'un autre de 15 fusils d'assaut de type AK-47 et d'un sac de munitions à Luberizi, et d'un troisième de deux mitrailleuses légères, deux lance-grenades, deux pistolets, cinq fusils d'assaut de type AK-47 et plusieurs caisses de munitions à Sange », poursuit le rapport.

Par ailleurs, le rapport revient sur une incursion de l'armée burundaise en territoire congolais à Kiliba Ondes le 21 décembre 2016, vraisemblablement pour y traquer des rebelles burundais. « Le groupe sait que les FDN [l'armée burundaise] franchissent régulièrement la frontière pour mener des patrouilles conjointes avec les FARDC » affirment les experts.

« Cinq témoins ont indiqué aux experts avoir vu des soldats des FDN entrer en République démocratique du Congo près du poste frontière de Vugizo autour de 7 heures. Peu de temps après avoir entamé leur progression vers le secteur 6 à Kiliba, ils ont ouvert le feu. Selon certains témoins, les FDN comptaient peut-être s'en prendre aux combattants des FNL-Nzabampema mais le bataillon des FARDC, stationné dans les environs, a riposté aux coups de feu des FDN. »

« Au cours des affrontements, un agriculteur et un soldat des FARDC ont été blessés. Si les déclarations sur le nombre de victimes divergent, une dizaine de témoins s'accordent pour dire qu'au moins trois soldats des FDN ont été tués, puis emmenés à la morgue de l'hôpital général d'Uvira. »

L'ex-Mouvement du 23 mars lessivé

Il fut un temps où le Mouvement du 23 mars (M23), rébellion congolaise rwandophone menée par Sultani Makenga, faisait trembler l'Est de la RD Congo. Cette rébellion avait notamment pris le contrôle de la grande ville de Goma, en novembre 2012. À lire le rapport, ce temps est révolu. « Depuis la mi-janvier 2017, quelques 200 combattants de l'ex-M23 sont revenus en République démocratique du Congo, sous la direction du « général de brigade » Sultani Makenga ». Mais « il s'agit là d'une tentative éphémère et infructueuse » jugent les experts qui disent encore n'avoir pu trouver « aucune indication d'un appui extérieur pour ces incursions ».

« Mal équipés avec une dizaine de fusils seulement », ils auraient subi plusieurs défaites face aux FARDC.

Une église pentecôtiste impliquée dans le trafic de minerais

Les experts affirment qu'un site minier « non-homologué », celui de « Mpafu/Nyakoba » dans le territoire de Walikale, province du Nord-Kivu, était « exploité par l'Église de la pentecôte pour l'évangélisation du monde (EPEM) ». « Des minerais étaient stockés dans un entrepôt se trouvant sur le site de l'EPEM ». Ce minerai illégal serait ensuite blanchi au moyen d'étiquettes « provenant

de sites homologués, moyennant 3 dollars par sac ». Le trafic d'étiquettes est malheureusement encore très courant, assurent les experts dans d'autres parties du rapport. Plus de 150 kilogrammes d'or transportés par avion dans des bagages à main

« Le groupe a mené une enquête sur une Congolaise, Mme Élysée Kanini Chibalonza, explique le rapport. En octobre 2016, les agents des douanes de Dubaï ont découvert 150 kilogrammes d'or non déclarés dans ses bagages. Madame Chibalonza venant de Lubumbashi par un vol d'Ethiopian Airlines ».

Au cours de l'or actuel, ce seul chargement aurait une valeur d'approximativement 5 millions d'euros. Un chiffre extravagant, d'autant plus si on le compare aux « 244,42 kilogrammes d'or » officiellement exportés par le pays sur toute l'année 2016.

Mais par quel miracle une seule personne a-t-elle pu transporter autant d'or dans ses seuls bagages à main lors d'un seul voyage en avion ? « Un volume d'un litre d'or pèse un peu moins de 20 kilogrammes. Suivant les normes appliquées par la plupart des compagnies aériennes, un bagage à main a un volume d'environ 15 litres. Par conséquent, un passager pourrait théoriquement voyager avec une quantité de 300 kilogrammes d'or placée dans un seul bagage à main ». « Aux dires de quatre personnes ayant des activités dans le secteur de l'or, il est courant que les contrebandiers achètent des sièges supplémentaires, vides, afin de pouvoir transporter le plus d'or possible en un seul voyage », note encore le rapport.

Selon les experts, une grande partie de l'or exporté illégalement de RD Congo transiterait notamment par l'Ouganda, « plaque tournante pour l'or produit dans d'autres pays ».

CONGO :

Fête nationale du Congo: Hamed Bakayoko a représenté le Chef de l'État à Brazzaville
Publié le mercredi 16 août 2017 | Fraternité Matin

Le ministre d'Etat, ministre de la Défense, Hamed Bakayoko, était, hier, à Brazzaville. Il y était pour représenter le Chef de l'Etat, Alassane Ouattara, au 57e anniversaire de l'indépendance du Congo.

Une cérémonie qui a été marquée, mardi, par un méga défilé qui a mobilisé les Forces armées congolaises (Fac) et les civils sur le boulevard Alfred Raoul.

Ce défilé qui a duré plus de 4 heures a démarré au son de 57 coups de canon symbolisant les 57 années de l'indépendance du Congo obtenue le 15 août 1960, sous la houlette de feu le Président Fulbert Youlou.

Congo : diversification de l'économie, un levier pour la croissance
Lundi 14 Août 2017 - 21:33

La diversification de l'économie congolaise est un levier essentiel de sa croissance future et représente l'objectif principal du gouvernement qui a engagé, depuis, des réformes institutionnelles et des programmes d'investissements publics pour tenir le pari.

Pour concrétiser cette ambition, le pays a épinglé cinq grands axes de diversification économique, parmi lesquels la création des Zones économiques spéciales (Zes). Une loi a été récemment promulguée par le président de la République, certifiant quatre zones en création : Ouesso, le bipôle d'Oyo-Ollombo, Brazzaville et Pointe-Noire. Le Congo fait partie des pays « pilotes » africains devant bénéficier d'un financement de 60 milliards de dollars annoncé par la Chine en vue de soutenir des projets d'industrialisation. C'est dans ce cadre que se construit la Zes de Pointe-Noire dont les travaux de bornage du site ont été réalisés. Sur une période de dix ans, soulignait Alain Akouala, ministre des Zones économiques spéciales, elle pourrait créer environ 40 000 emplois directs, et une cinquantaine de milliers d'emplois indirects avec un impact sur le PIB estimé à 2 milliards de dollars tous les cinq ans.

Faisant partie des cinq secteurs de la diversification économique, le tourisme connaît depuis quelque temps une réforme fondamentale qui devra faire du Congo une destination aux « retombées économiques indéniables ». Le ministère du Tourisme voudrait rendre attractif ce secteur et espérer générer environ 10% du PIB à l'horizon 2021. Pour ce faire, il a engagé plusieurs actions, à l'instar de la création d'un Guichet unique des systèmes de tourisme, de l'hôtellerie et des loisirs, avec à la clé la création de bureaux d'accueil et d'information touristique au sein de l'aéroport de Brazzaville, de Pointe-Noire et Dolisie ; la classification hôtelière, etc. Un programme qui s'exécute à travers un Plan directeur du tourisme financé par le gouvernement à hauteur de 2 millions de dollars. Ce financement atteindra 75 milliards de FCFA en cinq ans, projette la ministre du Tourisme et des loisirs, Arlette Soudan Nonault, annonçant récemment la création d'une structure d'ingénierie touristique baptisée « Socatour » qui devrait permettre aux partenaires de soumissionner aux marchés.

S'il est un autre secteur clé qui devra sortir le Congo de la dépendance pétrolière, l'agriculture figure en bonne place. Depuis 2008, le Projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes rurales (Pdarp), que réalise le pays avec l'appui de la Banque mondiale, a permis en dix ans de réhabiliter 1301 km de pistes rurales ; de construire 41 infrastructures de marchés ; d'appuyer 910 microprojets, soit 12000 bénéficiaires ; de former les producteurs locaux ; d'équiper les services techniques de l'Etat. Les résultats satisfaisants de ce programme, pour lesquels le département de l'agriculture assure avoir doublé les revenus annuels des producteurs agricoles, encouragent le gouvernement congolais et la Banque mondiale à envisager un nouveau projet basé sur l'agriculture commerciale. Ce nouveau programme agricole estimé à plus de 100 milliards de FCFA, dont 60 milliards sont accordés par la Banque mondiale, vise notamment à consolider des acquis du Pdarp. Il pourrait, estime-t-on dans le secteur agricole, améliorer la contribution au PIB qui stagne à seulement 4% environ, malgré les 10 milliards d'hectares de terres arables que dispose le pays et dont seulement 2 % sont cultivées.

Même si le secteur forestier a bénéficié ces dernières années d'une mobilisation importante de ressources, avec une contribution de 5,6% au PIB, la diversification économique devra passer par ce pôle, deuxième ressource de revenus après le pétrole. Le Congo et la Banque mondiale prévoient un financement de 6,51 millions de dollars, soit prêt de 3,8 milliards de FCFA pour dynamiser les activités du Projet forêt et diversification économique (Pfde). Il vise à renforcer les fonctions forestières régaliennes et favoriser la croissance.

L'économie numérique, l'autre pilier

La révolution numérique est une opportunité de diversification économique. Le gouvernement entend faire du numérique un levier majeur pour la création d'emplois, la compétitivité des entreprises, l'attractivité du Congo en matière d'investissements directs et la diversification de l'économie.

Si les Technologies de l'information et de la communication (TIC) ne sont encore que faiblement implantées au Congo, le développement de ce secteur pourrait générer entre 2 et 3% de croissance du PIB, estiment certains experts. Pour l'heure, le pays ne figure pas dans le top 10 des pays africains qui intègrent le mieux les TIC à leur développement économique. Une vingtaine de pays qui tentent de mettre les TIC au cœur de leur stratégie de développement ont été, en effet, identifiés par le rapport 2016 du Forum économique mondial (WEF), réalisé sur le thème « l'innovation dans l'économie numérique ».

Toutefois, devant l'ambition de diversification, le numérique est désormais intégré dans l'agenda politique. La création en avril 2016 d'un ministère de l'Économie numérique et de la prospective, l'ouverture en janvier 2017 de la Grande école du numérique du Congo et le lancement de manifestations autour du numérique illustrent bien cette ambition.

Il faudra pourtant améliorer les infrastructures, corriger l'accès à l'Internet encore cher, réformer le cadre institutionnel et juridique et soutenir les initiatives privées. La stratégie nationale de développement de l'économie numérique assortie d'un plan d'action pour la période 2017-2021 est attendue.

L'installation de la fibre optique au Congo est en cours. Le raccordement de la ville portuaire de Pointe-Noire à Brazzaville, et de là, relier Ouesso, tout au nord du pays est réel grâce au projet Wacs. Un autre couloir de fibre optique relie Dolisie à Mbinda, sur la frontière gabonaise. Cette première phase du chantier pour la portion Dolisie-Mbinda s'est achevée en juin 2016 après un an de travaux. Le chantier entre dans le cadre de l'initiative Central Africa Backbone (CAB, dorsale de télécommunications en Afrique centrale) financée par la Banque mondiale à hauteur de 273 millions de dollars, qui a déjà relié le Cameroun, le Tchad et Sao Tomé et Príncipe à l'Internet haut débit.
Quentin Loubou

<http://www.adiac-congo.com/content/congo-diversification-de-leconomie-un-levier-pour-la-croissance-68176>

UGANDA :

Uganda: Government Duped in Shs150 Trillion Investment Deal
By Ibrahim Manzil & Yasiin Mugerwa <http://allafrica.com/stories/201708170095.html>

Kampala — A shadowy investor from the Philippines and a South Sudanese national working with a Burundian associate duped the President and his ministers into thinking they had found a panacea for the country's problems.

Sir Marcos Al-Ameen Starimona, the man in the eye of the storm, presented himself to President Museveni as a Filipino tycoon worth \$42b (about Shs150 trillion) and Mr Solo Chaplain, one of his agents introduced himself as director of academy Transportation and Freight Inc. USA/Africa.

A former MP who works at State House introduced the two men to the President. This newspaper has seen correspondences with details on how the 'investors' duped government officials, who with hindsight now call 'impostors' had agreed to invest Shs150 trillion in Uganda's economy with initial investment of Euros200 million (about Shs840b).

Before the President agreed to meet the two men, Marcos wrote to him through a State House fixer about his intended plan to invest in the country's critical areas of the economy such as infrastructure development, energy, telecommunication, irrigation, health, among others. At some point, the 'investor' who, according to sources spent two weeks in jail together with his colleague on accusations of forgery and uttering false documents, had offered to buy off Uganda's debt portfolio of about \$11.6b, invest in Uganda Airlines and undisclosed humanitarian activities.

They had also offered to buy Uganda Telecom Ltd and were in the process of signing the deal yet they didn't have the money. However, before signing the deal, Privatisation and Investment minister Evelyn Anite wrote to their bankers; United Bank of Africa and Barclays Bank to confirm whether the two men had the money in the bank.

After the banks confirmed that their accounts had no money, Ms Anite immediately asked authorities at Financial Intelligence Authority to investigate the duo on accusations of forgery and uttering false documents. She also directed Interpol, working with CID to arrest the duo from Sheraton Kampala Hotel. They have since been released on police bond as investigations continue.

Speaking on behalf of Marcos, Mr Chaplain, who introduced himself as his business partner, declined to delve into the details of their dealings with government and referred this newspaper to Interpol.

"I have talked to Marcos, he has told me that you (Daily Monitor) can access all his information (sic) from the police. The whole of his file is in Interpol, so you can access Interpol. They are people who are doing due diligence on him from the economic crimes office," Mr Chaplain said.

When contacted, police spokesperson, Asan Kasingye referred this newspaper to Interpol spokesperson, Vincent Sekate, who also asked for more time to cross check the details.

In trying to sway the government on the availability of the funds for the planned projects, the 'investors' also claimed that they transferred a total of Euros200m as "initial funding for the intended activities," according to the August 1, letter written by Ms Anite.

Ms Anite, in the same letter marked 'confidential,' however, wrote to the managing director of Barclays Bank informing the authorities that "the ministry has also held discussions with the investor and have been informed about funds deposited in your bank. I would like your bank to carry out proper due diligence on the customer in accordance with your customer rule, and Anti-Money Laundering act 2013... . to establish that the funds are clean and clear."

Speaking to Daily Monitor last evening, Ms Anite confirmed having authored the letter, but added that her office has since established that the alleged investors are not genuine. She also said that she was the one who invited Interpol, CID and FIA to investigate Marcos and his friend Chaplain on accusations of duplicity.

"It is very true the police came and picked our statements to verify if we had an interface with these guys and if I had actually written a letter to these banks," said Ms Anite. "At first, we thought these people were serious investors. But we have since established that they are fake and I have asked police to arrest them over forgeries. We are also investigating the people who introduced them to government."

She added: "These guys are fraudsters and they got arrested. The police have to do their investigations, but the police are telling us that these guys are heavily guarded by the army. This investor came to State House, and met with a one Solo Chaplain. They went and had a meeting with His Excellency [President Museveni]. The President's Private Secretary, Ms Molly Kamukama, wrote to the senior minister (Matia Kasaija) to do due diligence," Ms Anite said.

Executive director of the financial Intelligence Agency, Mr Sydney Asubo, confirmed that the army has been according protection to the "investors", but added that the military guards have since been withdrawn. Asked why the army could be deployed to protect people he describes as "con men," Brig Asubo said the deployment could have been made with the knowledge that the trio were actually in possession of huge sums of money. "The only logical explanation I can think of is that they (Army) didn't know that they are conmen because for someone to have known that they were conmen, they needed to have seen the documents they were presenting to the banks. Maybe the ones who made the decision to offer them protection were not aware of the facts," said Brig Asubo.

Mr David Bahati, the State minister for Planning and Ms Anite have also recorded statements with CID. Mr Bahati and other officials in the Ministry of Finance and State House met Marcos and Chaplain and discussed the projects. Mr Bahati was not available for comment.

In the process of investigating the duo, police authorities found that after Ms Kamukama wrote to Secretary to Treasury Keith Muhakanizi, a meeting was convened at the Ministry of Finance boardroom on July 31, in which Mr Bahati, Ministry of Finance Undersecretary, Betty Kasimbazi, a special presidential assistant Florence Hashaka and unnamed adviser to Defence Minister Adolf Mwesige met with the "investors". Ms Anite did not attend this meeting. The investors had, in one of the documents suspected to be forged, alleged that the Shs840b has been channeled through an account belonging to Bank of Uganda, in names of governor Emmanuel Tumusiime-Mutebile.

Ms Christine Alupo, the central bank's spokesperson, dismissed the claims, stating that no such money was ever received.

"I can confirm that the Bank of Uganda (BoU) has never received the alleged Euros200m from GSP Banco Fomento Mercantil of Brazil," Ms Alupo stated in an email.

In an email to this newspaper, Barclays Bank's head of marketing and corporate relations Harriette Kasirye declined to comment, citing client confidentiality.

Dfcu bank, whose Managing Director was also contacted by Ms Kasimbazi recommending Mr Marius Ntamagara, another associate to Mr Marcos to remit Euros200 million to the bank, also declined to comment, citing customer confidentiality.

Mr Muhakanizi, however, defended the Ministry of Finance officials, whom he said were not at fault to recommend an investigation into the investors by the banks.

"All they said is you people, these people have approached us, I don't have a problem with those letters. They said please investigate these people, I have no problem with that," he said in a telephone interview.

Tanzania: Chinese Military Ship Docks At Dar Port As Sign of Diplomatic Ties

The Citizen (Dar es Salaam) <http://allafrica.com/stories/201708170161.html>
By George Rodgers

Dar es Salaam — A Chinese military ship docked at the Dar es Salaam port on Wednesday signifying the military relationship that Tanzania has with the far-East country.

Speaking at the ceremony to receive the ship, the Chinese ambassador to Tanzania, Mr Lu Youqing praised the Tanzanian government and the Tanzania People's Defense Force (TPDF) for the efforts made in strengthening ties between the two countries.

He said Tanzania has been a longtime friend of China; since the time of the late Tanzania's first president Mwl. Julius Nyerere.

He further said that Tanzania and China's relationship has been of benefit to both countries in the economic and military fields. He added that the relationship has strengthened in cultural interactions.

"Our people have been able to interact freely and share many things such as education and sports, such as the Olympic games that are the major sign of cooperation," he said

Tanzania: Boost for Tanga Pipeline As \$13m Training Launched

By Zephania Ubwani <http://allafrica.com/stories/201708170055.html>

Arusha — The Hoima-Tanga oil pipeline project got a boost on Wednesday with the launching of a training programme for technicians expected to work on the multi-million dollar project.

The training would be undertaken at the Arusha Technical College (ATC) in collaboration with the Canadian-based Camosun College under a \$13 million programme supported by Ottawa.

"There would also be opportunities for technology transfer and high-end human resources development through the operations of multinational companies", said the permanent secretary in the ministry of Education, Science and Technology Dr Leonard Akwilapo.

He said since the construction of the 1,445 kilometre long pipeline would create jobs for thousands of local people, tailor-made training stints have been designed for the engineers technicians, artisans who will work on the oil industry and allied gas sector.

"Three categories of will be required for the development of oil and gas industry, mainly engineers, technicians and artisans, Experiences show that, out of these categories, technician cadres is the most demanded", he said.

Dr Akwilapo stressed during the official launch of the programme that in order for Tanzania to gain from enormous benefits emanating from the development of the oil and gas sector, "we have to address challenges of skills shortages that are characteristic with the sector all over Africa".

Oil and gas, he added, will drive the country towards industrial economy and challenged technical and vocational education and training (TVET) institutions to look for strategic partnerships with reputable organizations abroad to assist them in the endeavour.

One of the partnerships has resulted in ATC in collaboration with the Camoson College to initiate a long course in pipe works, oil and gas engineering technician level programme to train young Tanzanians who will work in the energy installations.

ATC Rector Dr Richard Masika said the demand for skilled pipe works technicians were not only in demand for the construction of Hoima-Tanga oil pipeline but also for the envisaged laying down of gas distribution systems in the cities.

The senior technical advisor for the programme dubbed Improving Skills Training for Employment Programme (ISTEP) Dr. Alan Copeland said the programme will run until 2019 during which about 1,200 youth will have graduated with the right skills in employment in the extractive industries.

"In the end, Tanzania needs the right people with the right skills at the right time to meet the challenges of transforming into a middle income country by 2015", he said.

KENYA :

More people voted for President than for Governor

Aug. 17, 2017, 12:00 am

By LUKE AWICH and FELIX OLICK @ THESTARKENYA

[http://www.the-star.co.ke/news/2017/08/17/more-people-voted-for-president-than-for-governor_c1618117]

Close to 800,000 Kenyans went to their respective polling stations on August 8, only to vote for their preferred presidential candidate, ignoring the other seats, IEBC results suggest. This is an impossibility under the law.

An analysis of IEBC's countrywide election results indicate that 15,863,193 people participated in the presidential elections as compared to 15,085,122 for governor.

This means that 778,081 people, translating into 4.1 per cent of the registered voters, participated only in presidential polls, over and above those who took part in governor polls. President Uhuru Kenyatta was declared winner, having garnered 54.27 per cent of the votes.

According to IEBC regulations, a voter is strictly to be issued six stamped ballot papers, and has to cast all of them, even if they decide to spoil the ballot for a particular seat.

The revelations are likely to bolster opposition claims that the polls, endorsed by the international community as free and fair, were flawed.

Yesterday, the opposition announced its intention to challenge the presidential results at the Supreme Court, saying it believes them to be a product of a hacked computer system.

“We have now decided to move to the Supreme Court and lay before the world the making of computer-generated leadership,” Raila said.

Earlier, the opposition had ruled out going to the Supreme Court.

The revelations from IEBC's own data are similar to 2013 claims that two million voters allegedly voted only for the President and left without casting a vote for any of the remaining elective seats.

Raila, ahead of last week polls, opposed the award of the ballot paper printing tender to Dubai firm Al Ghurair over fears it would print extra presidential papers which he claimed were to be used to rig in Uhuru.

The IEBC, however, went ahead to contract Al Ghurair after a protracted court battle with the opposition. The commission clarified that only 1.2 million extra presidential papers were printed and promised to account for them after the polls.

In one of the shocking cases, the IEBC portal indicates that in Kirinyaga county for instance, 296,392 more people voted for President than for Senator.

The same trend was replicated in Embu, one of Uhuru's strongholds, where 200,021 more people voted for President than senator.

The trend, upon deeper interrogation of the results posted on the IEBC portal, played out in almost all counties with a constant range of between 4,000 and 19,000 people voting for President only and not any of the remaining five positions.

In Kilifi, 13,494 people walked into polling stations on Tuesday last week, voted for President and left without casting a vote for governor.

In NASA co-principal Moses Wetangula's Bungoma turf, IEBC figures indicate that 12,916 voters cast their ballot for President and not any other seat.

Kakamega also had 17,066 people voting for the President position alone, while in Kisii, 16,652 people did not vote for the governor position but voted for the presidential candidates.

In the neighboring Nyamira county, 10,023 only voted for the presidential candidates.

President Uhuru's Kiambu backyard had 24,676 people casting their votes for the President only.

The other Mt Kenya counties of Murang'a, Kirinyaga and Nyandarua had 5,586, 6,751 and 4,296 respectively voting only for President.

In Raila's Luo Nyanza support base, the same pattern was witnessed with Migori leading with number of voters participating in the presidential election at 18,848.

Kisumu had 15,922, Homa Bay 14,816, while Siaya recorded 9,912, according to the official results posted by the IEBC.

The IEBC portal in other glaring inconsistencies that erode the credibility of the results posted some Forms 34A with conflicting figures from those keyed in the portal.

For instance, Kisian polling station in Kisumu West constituency, a known Raila stronghold, he scored zero according to the Form 34A posted by IEBC in its online portal.

At the same polling station located at Central Kisumu ward, independent candidate Joseph Nyagah leads the eight presidential candidates with 516 votes followed by Uhuru, who managed a paltry nine votes.

Prior to the polls, IEBC chairman Wafula Chebukati clarified that in case of inconsistency between the keyed in results and results captured in Form 34A, the results in Form 34A takes precedence.

“There is a possibility of inconsistencies between the keyed in results transmitted by officers and the scanned forms transmitted. In such cases, the commission has decided that the result in the scanned forms takes precedent,” clarified Chebukati in a communication dated August 4.

At Marinyin Primary School 01 polling station in Bomet county, Konoin constituency, the commission has in its portal a blank Form 34A.

SOUTH SUDAN :

Tension high as South Sudan warring factions resume fighting in Upper Nile
August 4, 2017News, South Sudan,
<http://www.southsudannewsagency.com/index.php/2017/08/04/tension-high-south-sudan-warring-factions-resume-fighting-upper-nile/>

Maiwut/Pagak, August 4, 2017 (SSNA) — Heavy fighting between government and rebel forces have resumed in Tayandaw, a small village close to Wichluak Jak, the main base for government troops, a senior SPLA-IO officer told the South Sudan News Agency Friday.

The fighting began Thursday morning after the rebel military command issued an order to launch a “full-scale war” on government outposts located in and around Wichluak Jak.

“We are ready for anything,” Captain Andrew Biel told the South Sudan News Agency (SSNA) in Maiwut.

The SSNA crew was allowed by the rebel military command to witness the deployment of their heavy military weapons between Maiwut and Pagak on condition that the SSNA doesn't identify their military hardware, citing military rules.

The South Sudan News Agency has learned through a confidential source that the armed opposition has new divisions stations in and around Maiwut ready for any military confrontation.

South Sudan rebels seize Pagak as government troops flee to Ethiopia

August 12, 2017 News, South Sudan,

<http://www.southsudannewsagency.com/index.php/2017/08/12/south-sudan-rebels-seize-pagak-government-troops-flee-ethiopia/>

Pagak, 12, 2017 (SSNA) — South Sudanese rebel forces have taken full control of the strategic town of Pagak Saturday evening after hours of intense fighting between government and SPLA-IO forces, a rebel Spokesman has declared.

SPLA-IO's Spokesman Brig. General William Gatjiath Deng said a 6,000 strong forces mobilized by Juba to displaced civilians, protect Palouch oil fields, and lure dubious businesses to invest in oil were defeated.

“The SPLM-SPLA (IO) wishes to inform the people of South Sudan and indeed its members and supporters that the Juba regime aggression in Maiwut and Pagak have failed and that Thiajak, Mathiang, Malual Gahoth/Malou, Pamach, Thochdeng, Jotome, Kigile, Jekou and certainly Maiwut and Pagak, among others, are under our full and complete control,” Gatjiath said in a statement obtained by the South Sudan News Agency.

Brig. Gen. Gatjiath said Juba has lost all weapons and ammunition they recently brought to Pagak by a chartered plane and that the SPLA-IO also captured a lot of weapons in Maiwut fighting.

Rebels said all government troops were defeated to Ethiopia territories

Major General James Ochan Puot, who commands forces fighting against government troops said the main bridge, which connects Pagak and Ethiopia is now reopened after they defeated government forces and calls on civilians who flee their homes to return.

“Pagak is now fully under the SPLA-IO. The forces of the genocidal regime have been eliminated and defeated,” he declared in front of thousands of cheering soldiers Saturday evening in Pagak.

Yie Tang, an officer within SPLA-IO 5th Division also said their forces have cleared out government soldiers from Pagak and that the armed opposition has inflicted heavy losses on government forces.

“Government forces no longer exist here in Pagak town. Pagak is now fully controlled by the SPLA-IO and we completely destroyed them Saturday evening. We have smoked them out where

they hid at Gizera and other areas,” Yie told the South Sudan News Agency at Jekow river bridge’s Pagak side.

Yie stated that government troops were defeated Saturday and were pursued in two directions. He explained that some soldiers ran towards Yom Thombuoth of Lare and that another group he described as “confused,” attempted to station around the SPLM/A-IO’s customs building, but were quickly attacked and chased to Ethiopia’s side.

“One group ran towards Yom Thombuoth of Lare, which means they went to Ethiopia territory. Other soldiers who appeared to be people who don’t know the area were the ones who tried to settle around our customs administrative building,” he said.

“We killed a lot of them and we also took their tanks, weapons, and ammunition. Some of those guys who escaped death from Pagak are now randomly showing up at people houses in Lare,” he explained.

The South Sudan News Agency has learned that Brigadier Generals Mun Gach Thoch and Lual Dak Gatkek who hail from Pagak were recruited by Taban and quickly given ranks to help the government in Pagak operation.

Mun and Lual were verbally abused by angry Ethiopian Nuer who recognized them at a meeting they held early this week with representatives of Ethiopian armed forces.

The armed opposition said its troops attacked government forces after they refused to surrender peacefully.

The intelligence unit of the SPLA-IO 5th Division Command said it is aware of alleged allegations that South Sudan’s government agents bribed some officials of Gambella regional government to help coordinate the rescue of their forces.

South Sudan rebel leader appoints AU representative
<http://www.sudantribune.com/spip.php?article63270>
August 16, 2017 (JUBA) - South Sudan’s armed opposition leader, Riek Machar on Wednesday appointed Brig. Gen Gai Chatim Puoch as the rebel movement’s representative to the African Union (AU).

Pursuant to the resolution of the SPLM Political Bureau September 23, 2016, and SPLM (IO) constitution, I, Riek Machar Teny-Dhurgon, Chairman and Commander –In-Chief, SPLM/SPLA (IO), do hereby appoint Brig. Gen. Gai Chatim Puoch as SPLM/SPLA (IO) Representative to the African Union (AU) with effect from 16 August 2017,” Machar’s statement reads in part.

The armed opposition leader also promoted Chatim, who defected from government forces last year, to the rank of Brigadier General.

Chatim was formerly a military attaché at South Sudan’s embassy in Kampala, Uganda and his appointment, observers say, could have resulted from of his close ties and links with the East African leaders.

Several members of the armed opposition movement in the diaspora welcomed Machar’s appointment of the AU representative.

(ST)

First batch of regional forces arrive in South Sudan

<http://sudantribune.com/spip.php?article63196>

August 8, 2017 (JUBA) – Over 100 peacekeepers from Rwanda are in South Sudan as part of the regional protection forces approved by the United Nations last year.

David Shearer, the head of the UN mission in South Sudan (UNMISS), announced the arrival of the regional protection forces in the capital, Juba on Tuesday.

"It will enable us to put more patrols along insecure roads where there have been attacks on civilian convoys," Shearer told reporters.

"It will enable us, as I said before, to help protect civilians and build a durable peace in South Sudan," he added.

A Nepalese high readiness company and over 100 Bangladeshi engineers have already arrived in the mission area as part of the force, according to Shearer.

Some 600 additional Rwandan peacekeepers, Shearer said, will arrive in next few weeks while the arrival of Ethiopian troops is imminent.

Currently, there are already around 12,000 troops operating under UNMISS in South Sudan, but the Security Council authorised the deployment of the regional forces after the July 2016 violence amid complaints the UN failed to protect the civilians.

In August 2016, the UN Security Council, following a request by the regional body Intergovernmental Authority on Development (IGAD), approved the deployment of 4,000-strong RPF force to secure Juba in the aftermath of renewed clash there.

South Sudan's coalition government confirmed its unconditional consent to the deployment of the force in a communiqué to the Security Council on November 30, 2016.

The 4,000-strong force is meant to protect civilians from the gang rapes and other abuses seen during the fighting that erupted in the capital, Juba, a year ago. This additional force would beef up the existing 13,000-strong UN peacekeeping troops.

South Sudan's civil war has killed tens of thousands and displaced over two million civilians in less than five years, according to the UN.

Last month, South Sudan government said it had completed the verification needed for regional protection forces to be deployed in the country.

Once deployed, the regional protection forces will be mandated to protect key installations like the Juba airport, facilitate the delivery of humanitarian assistance and provide protection to the civilians.

(ST)

SUDAN :

Sudan: Amir of Kuwait Affirms Support to Sudan

Sudan News Agency (Khartoum) - <http://allafrica.com/stories/201708170334.html>

Khartoum — Amir of Kuwait, Sabah Al-Ahmed Al-Jaber Al-Sabah has affirmed his country's support to Sudan in all international forums, lauding the historical relations between the two countries.

Al-Sabah who received, Wednesday, the Speaker of the National Assembly, Prof. Ibrahim Ahmed Omer and the official accompanied delegation, has commended Sudan role in the Arab region, pledging that he will remove all the obstacles impeding the development of relations in all domains.

Meanwhile, Pro. Omer announced Sudan welcoming to the Kuwaiti initiative aimed at containing the Gulf crisis, affirming Sudan support to initiative of Amir of Kuwait in this connection.

He revealed that he is carrying a message from the President of the Republic Sudan's support to the initiative.

Sudan's FM and U.S. diplomats discuss bilateral relations

<http://www.sudantribune.com/spip.php?article63272>

August 16, 2017 (KHARTOUM) - Sudan's Foreign Minister Ibrahim Ghandour discussed with a visiting delegation from the U.S. State Department ways to enhance bilateral relations, said on Wednesday a statement released in Khartoum.

According to the foreign ministry's spokesperson, the delegation was headed by Paul Steven, a senior official at the Office of the U.S. Special Envoy for Sudan and South Sudan. Also, the meeting was attended by the U.S. Chargé d'Affaires in Khartoum Steven Koutsis.

Steven was in Khartoum several times this year to discuss issues relating to the five-track framework agreement reached by the two countries last year for the lift of U.S. economic sanctions on Sudan. Donald Trump's administration didn't yet appoint a special envoy for Sudan.

However, the statement of the ministry of foreign affairs didn't refer to the sanctions but said the parties discussed bilateral relations and regional and international issues.

"The meeting touched on the importance of strengthening relations between the two countries and joint cooperation on issues of common concern. Also, it discussed a number of issues and political matters on the regional and international arenas," said the statement.

Last July, Washington postponed its decision on the permanent revocation of the 20-years economic embargo on Sudan to next October.

The State Department said there is a need to consider news conditions that were not part of the initial five-track plan citing human rights, religious freedom practices in Sudan and Khartoum's commitment to UN sanctions on North Korea.

In a separate development, Filippo Grandi the 11th United Nations High Commissioner for Refugees praised Sudanese government efforts to receive South Sudanese refugees, said the foreign ministry in Khartoum.

" (Grandi) expressed the support of the UN High Commissioner for Refugees and the United Nations for the lift the U.S. sanctions on Sudan, hoping that this will be done during the upcoming month of October," said the statement.

The UNHCR chief visited Al-Nimir refugee camp in East Darfur State, where he met South Sudanese refugees.

(ST)

ETHIOPIA :

South Sudan Rebels Say Have Retaken Town Near Border With Ethiopia

Aug. 12, 2017, at 11:00 a.m. / <https://www.usnews.com/news/world/articles/2017-08-12/south-sudan-rebels-say-have-retaken-town-near-border-with-ethiopia>

NAIROBI (Reuters) - South Sudan's rebels on Saturday said they had wrested control of Pagak, their stronghold town near the country's border with Ethiopia, from government forces, a day after launching an offensive to drive them out.

Formerly controlled by the rebels, the town was captured by South Sudan's military five days ago but heavy fighting erupted on Friday with rebels vowing to retake it.

"We took control of Pagak...government forces are not in Pagak, we have pushed them out," rebel spokesman Lam Paul Gabriel told Reuters.

Dickson Gatluak Jock, spokesman for South Sudan's Vice President, Taban Deng Gai, denied the military had lost Pagak but said they had lost three soldiers in the fighting while four were wounded.

Gai is a former rebel but last year he defected to the government side and was handed the vice presidency job. His former rebel forces, who are now part of the government military, are the ones on the frontline in Pagak.

"We clashed with them (rebels) yesterday in Pagak but we are in full control of the area," he said.

Fighting had died down on Saturday, he said, but acknowledged the rebels "are not very far from our area."

Pagak is a major town on a road connecting South Sudan to Ethiopia. Rebel control of the town allows them easy cross-border movement and smuggling of weapons and other supplies from Ethiopia. The government is also eager to control it so that it can block rebel access to resources.

South Sudan descended into civil war in 2013, only two years after it won independence, when President Salva Kiir fired his deputy, Riek Machar, unleashing a conflict that has since splintered along multiple ethnic lines.

Machar has been under house arrest in South Africa since December as regional leaders try to bring about an end to the conflict. The rebels fighting government forces in South Sudan remain loyal to him.

Jock said the military had killed five rebels during Friday's fighting but the insurgents denied the claim.

(Writing by Elias Biryabarema; Editing by Stephen Powell)

Copyright 2017 Thomson Reuters.

South Sudan rebels seize Pagak as government troops flee to Ethiopia

August 12, 2017 News, South Sudan,

<http://www.southsudannewsagency.com/index.php/2017/08/12/south-sudan-rebels-seize-pagak-government-troops-flee-ethiopia/>

Pagak, 12, 2017 (SSNA) — South Sudanese rebel forces have taken full control of the strategic town of Pagak Saturday evening after hours of intense fighting between government and SPLA-IO forces, a rebel Spokesman has declared.

SPLA-IO's Spokesman Brig. General William Gatjiath Deng said a 6,000 strong forces mobilized by Juba to displaced civilians, protect Palouch oil fields, and lure dubious businesses to invest in oil were defeated.

"The SPLM-SPLA (IO) wishes to inform the people of South Sudan and indeed its members and supporters that the Juba regime aggression in Maiwut and Pagak have failed and that Thiajak, Mathiang, Malual Gahoth/Malou, Pamach, Thochdeng, Jotome, Kigile, Jekou and certainly Maiwut and Pagak, among others, are under our full and complete control," Gatjiath said in a statement obtained by the South Sudan News Agency.

Brig. Gen. Gatjiath said Juba has lost all weapons and ammunition they recently brought to Pagak by a chartered plane and that the SPLA-IO also captured a lot of weapons in Maiwut fighting.

Rebels said all government troops were defeated to Ethiopia territories

Major General James Ochan Puot, who commands forces fighting against government troops said the main bridge, which connects Pagak and Ethiopia is now reopened after they defeated government forces and calls on civilians who flee their homes to return.

“Pagak is now fully under the SPLA-IO. The forces of the genocidal regime have been eliminated and defeated,” he declared in front of thousands of cheering soldiers Saturday evening in Pagak.

Yie Tang, an officer within SPLA-IO 5th Division also said their forces have cleared out government soldiers from Pagak and that the armed opposition has inflicted heavy losses on government forces.

“Government forces no longer exist here in Pagak town. Pagak is now fully controlled by the SPLA-IO and we completely destroyed them Saturday evening. We have smoked them out where they hid at Gizera and other areas,” Yie told the South Sudan News Agency at Jekow river bridge’s Pagak side.

Yie stated that government troops were defeated Saturday and were pursued in two directions. He explained that some soldiers ran towards Yom Thombuoth of Lare and that another group he described as “confused,” attempted to station around the SPLM/A-IO’s customs building, but were quickly attacked and chased to Ethiopia’s side.

“One group ran towards Yom Thombuoth of Lare, which means they went to Ethiopia territory. Other soldiers who appeared to be people who don’t know the area were the ones who tried to settle around our customs administrative building,” he said.

“We killed a lot of them and we also took their tanks, weapons, and ammunition. Some of those guys who escaped death from Pagak are now randomly showing up at people houses in Lare,” he explained.

The South Sudan News Agency has learned that Brigadier Generals Mun Gach Thoch and Lual Dak Gatkek who hail from Pagak were recruited by Taban and quickly given ranks to help the government in Pagak operation.

Mun and Lual were verbally abused by angry Ethiopian Nuer who recognized them at a meeting they held early this week with representatives of Ethiopian armed forces.

The armed opposition said its troops attacked government forces after they refused to surrender peacefully.

The intelligence unit of the SPLA-IO 5th Division Command said it is aware of alleged allegations that South Sudan’s government agents bribed some officials of Gambella regional government to help coordinate the rescue of their forces.

Tourist arrivals in Ethiopia to increase by 5.7 pct in 2017: PwC
Source: Xinhua| 2017-08-16 21:30:19|Editor: Zhou Xin http://news.xinhuanet.com/english/2017-08/16/c_136531279.htm
ADDIS ABABA, Aug. 16 (Xinhua) -- Tourist arrivals in Ethiopia in 2017 could reach 918,010, a 5.7 percent increase over 868,780 registered in 2016, a report said Wednesday.

More international routes opened by the national Air carrier Ethiopian Airlines (ET) contribute to the projected growth, according to a report released by British accounting watchdog PricewaterhouseCoopers (PwC).

With a view to boost tourist arrivals in Ethiopia and increase ET's domestic and international routes, Addis Ababa Bole International Airport is undergoing expansion that will enable it to significantly increase its annual passenger handling capacity.

Fully funded with a loan from China's Exim Bank, the 345-million-U.S.-dollar airport expansion project will increase its annual passenger handling capacity from the current 7 million to 22 million.

The project lying on 74,000 square meters is being constructed by China Communications Construction Company Limited (CCCC).

PwC also cited the increase of international hotel brands and Ethiopia's capital Addis Ababa and increased reputation for conference tourism for the projected growth.

International hotel brands such as Sheraton, Marriott and Radisson have set shop in Ethiopia, while the construction of five other international hotel brands is ongoing.

PwC's calculation is in part based on a rebound in hospitality sector in 2017 after political unrest in parts of Ethiopia in 2016 hit the East African nation's tourist numbers hard.

Ethiopia: IDA Targets to Commit U.S.\$4.6 Billion to Ethiopia
12 August 2017 Addis Fortune (Addis Ababa) <http://allafrica.com/stories/201708150253.html>

The International Development Association (IDA), a wing of the World Bank, has allocated a 4.6 billion dollar loan to Ethiopia for 2018. The Association's priority areas will be water supply, sanitation, education, trade, logistics and development of woman entrepreneurship.

Ethiopia has active IDA commitments of 7.8 billion dollars as of August 2017, with a record lending of 1.78 billion dollars two years ago and 900 million dollars last year. IDA's envelope for Ethiopia is 3.8 billion dollars for the year 2017.

Established in 1960, IDA aims to support the world's poorest countries by providing grants and zero-interest loans for projects and programmes that boost economic growth, reduce poverty, and improve people's lives. IDA is one of the largest sources of assistance for the world's 77 poorest countries, of which 39, including Ethiopia, are in Africa.

EGYPT :

Egypt archaeologists discover tombs dating back 2,000 years Thursday, August 17, 2017
<http://www.sunstar.com.ph/network/feature/2017/08/17/egypt-archaeologists-discover-tombs-dating-back-2000-years-558982>

CAIRO -- Egypt's antiquities ministry says that archaeologists have discovered three tombs dating back more than 2,000 years, from the Ptolemaic Period. The discovery was made in the Nile Valley province of Minya south of Cairo, in an area known as al-Kamin al-Sahrawi. Tuesday's statement by the ministry says the unearthed sarcophagi and clay fragments suggest that the area was a large necropolis from sometime between the 27th Dynasty and the Greco-Roman period. One of the tombs has a burial shaft carved in rock and leads to a chamber where anthropoid lids and four sarcophagi for two women and two men were found. Another tomb contains two chambers; one of them has six burial holes, including one for a child. Excavation work for the third tomb is still underway. (AP)

Egypt to Receive Final Tranche of \$3 Billion World Bank Loan to Support Socio-Economic Program

Egyptian Streets / August 17, 2017 <https://egyptianstreets.com/2017/08/17/egypt-to-receive-final-tranche-of-3-billion-world-bank-loan-to-support-socio-economic-program/>

Egypt's Minister of Investment and International Cooperation (MIIC) Sahar Nasr to meet with a delegation from the World Bank on Sunday to discuss final procedures before giving Egypt the final \$US 1 billion tranche of a \$US 3 billion loan.

According to Nasr, the loan is to finance the social and economic development projects.

The Regional Director of the International Bank in Egypt Assad Allam and Nasr have met to follow on the progress of the development projects in Upper Egypt.

The World Bank has allocated \$US 500 million to the Upper Egypt development project.

She added that the ministry is calling on the private sector to participate in infrastructure projects in Upper Egypt.

Earlier in September, Egypt received the first tranche of the loan and the second one was obtained in later in March, both worth of \$US 2 billion.

World Bank mission to be sent to Egypt in September to discuss Upper Egypt development project, supporting governance, developing education and enhancing the investment climate.

US to participate in biennial military exercise with Egypt for first time since Arab Spring
By Barbara Starr and Ryan Browne, CNN / Updated 0240 GMT (1040 HKT) August 16, 2017
[<http://edition.cnn.com/2017/08/15/politics/bright-star-egypt-2017/index.html>]

(CNN)The US military will take part in a biennial joint military exercise with Egypt called Bright Star 2017 -- marking the first time the United States has participated in the joint exercise since the toppling of Egyptian President Hosni Mubarak in 2011.

The joint exercise dates back to the early 1980s, following the signing of the Camp David Accords during President Jimmy Carter's administration. Bright Star was carried out every other year since -- until 2012, when the exercise was canceled due to instability in Egypt after Mubarak's ouster.

Then-President Barack Obama canceled the exercise in 2014 over allegations of human rights abuses by the Egyptian government following the 2013 military coup.

US Army Maj. Josh Jacques, a spokesman for US Central Command, which oversees US troops in the region, called Bright Star 2017 a bilateral "command-post exercise, field training exercise and senior leader seminar held with the Arab Republic of Egypt."

A US defense official told CNN that about 200 US troops would participate in the exercise. The last time Bright Star was held, in 2009, some 1,300 US soldiers and Marines took part.

"Participation strengthens military-to-military relationships between US forces and our Egyptian partners," Jacques told CNN, adding that "the exercise enhances regional security and stability by responding to modern-day security scenarios."

"We appreciate the invitation to work with the Egyptian Armed Forces," he added.

SOUTH AFRICA :

Southern Africa: President in SA for SADC Summit

By Cletus Mushanawani 17 August 2017 . The Herald (Harare)

<http://allafrica.com/stories/201708170140.html>

PRESIDENT Mugabe is in South Africa for the 37th Sadc Heads of State and Government Summit. He flew to Pretoria yesterday evening. The President was seen off at Harare International Airport by Vice President Phelekezela Mphoko, Information, Media and Broadcasting Services Minister Dr Chris Mushohwe, Defence Minister Sydney Sekeramayi, Transport and Infrastructure Development Minister Joram Gumbo, State Security Minister Kembo Mohadi and service chiefs.

VP Mphoko is the Acting President.

The summit runs from August 19 to 20.

It will be preceded by a Double Troika meeting tomorrow (Friday).

Meetings of senior officials and Council of Ministers were also held as a build-up to the main summit.

The summit is running under the theme: "Partnering with the private sector in developing industry and regional value-chains".

South African President Jacob Zuma will assume the Sadc chair.

He takes over from King Mswati III of Swaziland.

The 37th Sadc Summit will focus on how Public-Private Partnerships can be harnessed to drive forward the industrialisation agenda of southern Africa.

It is also expected to consider a report by the Secretariat on the development of an implementation plan and roadmap on the conclusions of the Strategic Ministerial Retreat on the "Sadc We Want" that was held in Swaziland in March.

Among other things, the retreat directed the Secretariat to develop an effective mechanism for tracking progress in the implementation of regional programmes as well as compliance to protocols and legal instruments.

The summit is also expected to consider progress on the development of the Sadc Resource Mobilisation Framework.

The framework is expected to explore alternative sources of funding to determine how fiscal space could be created to enable Sadc member States to finance regional programmes, projects and activities.

President Mugabe is on record urging Africa to fund its programmes.

Donor funding comes with strings attached.

In July, President Mugabe donated US\$1 million to the African Union in Addis Ababa, Ethiopia.

Speaking at the handover of the cheque, President Mugabe said: "To develop and realise the vision set out in agenda 2063, Africa needs to finance its own programmes. Institutions like the AU cannot rely on donor funding as the model is not sustainable.

"This humble gesture on Zimbabwe's part has no universal application but it demonstrates what is possible when people apply their minds to tasks before them."

The Sadc summit is also expected to focus on measures to improve food security in the region, in particular how to strengthen implementation of the Regional Agricultural Policy that aims to improve production, productivity, competitiveness and trade in the agricultural sector, natural resources and environment.

Another topical issue expected to be discussed by summit would be the proposed new structure of the Sadc Secretariat.

President Mugabe was welcomed at the Waterkloof Airport by South African ICT Minister Siyabonga Cwele, Foreign Affairs Minister Simbarashe Mumbengegwi, who was already here, and Zimbabwe's Ambassador to South Africa Isiaah Moyo

South Africa Police: No Warrant of Arrest Issued for Grace Mugabe

<https://www.voazimbabwe.com/a/south-africa-police-say-no-warrant-of-arrest-issued-for-grace-mugabe-/3988356.html>

WASHINGTON —

Zimbabwean First Lady Grace Mugabe's lawyers and South African authorities appear to be holding discussions with Zimbabwean authorities over claims by South African model Gabriella Engels that she was attacked by Mrs. Mugabe while socializing with her sons, Chatunga and Robert Junior, at a Sandton hotel in Johannesburg. VOA Studio's Blessing Zulu reached South African police spokesperson Vish Naidoo for more details about the assault case and efforts being made to ensure that the law takes its course. Below is a transcript of an interview conducted by Zulu on Wednesday.

Question (Blessing Zulu): I'm making a follow up about the Zimbabwean first lady ... if any warrant of arrest was ever issued by South Africa.

Answer (Vish Naidoo): Why would you ask me that? Why would you ask me if a warrant was issued for the first lady Grace?

Question: Because there are these allegations against her and there were reports that she was expected to appear in court yesterday.

Answer: Said who? Who said that there are allegations against Grace because in all my communication I have never named a suspect ... Here in South Africa we don't name a suspect until they appear in court.

Question: OK but is there any warrant of arrest as we have heard or this is not true?

Answer: No, it's not true. Regarding the suspect in the assault case we have not issued a warrant of arrest. I'm not aware of that.

Question: But is she still in South Africa, do you know?

Answer: Who is still in South Africa?

Question: The suspect ...

Answer: Why would you ask a question like that? We don't know. Don't you know who the suspect is?

Question: There are reports that it's the first lady but you are saying you can't name the suspect.

Answer: We haven't heard those reports, I guess you can ask them that question. But where I am concerned ... the status of the suspect I'm not in a position to communicate that because I don't think there is a suspect named.

Question: But was there a meeting between the police and the suspect.

Answer: No, there was no meeting. There was supposed to be a meeting but it didn't materialize.

Question: What was the reason?

Answer: I don't know ... We don't know ... We didn't get the reason.

Rand Recovery Punishes South Africa's Aging, Costly Gold Mines

<https://www.bloomberg.com/news/articles/2017-08-16/the-banking-stock-that-keeps-on-giving-amid-south-african-unrest>

By Kevin Crowley / 17 août 2017 à 12:30 UTC+2

Sibanye, Harmony, AngloGold write down assets, reduce output
Country still has world's third-largest gold reserves

A year ago, South Africa's biggest gold producer was churning cash, sizing up acquisitions and plotting expansion projects. Today, Sibanye Gold Ltd. is making losses and shutting mines.

The main difference between then and now? A big rebound in the rand.

High costs and labor-intensive operations mean that Sibanye and other South African producers are highly leveraged to one of the world's most volatile major currencies.

Sibanye expects to report a first-half loss of at least \$360 million, compared with a \$22 million profit a year earlier, the company said on Thursday. The loss was partly due to the rand, which averaged 14 percent stronger during the period, and a big impairment charge on unprofitable mines it plans to close.

Since the first discovery near Johannesburg in 1886, gold hasn't been hard to find in South Africa, which was the world's biggest producer of the metal for a century until 2007. But with many of its mines dating back to the 1950s and 1960s, much of the low-cost metal has been found. That means production is now located much deeper in the Earth and costs more to extract.

A lot of the mining companies' costs are priced in rand, which means that a weaker local currency opens up more profitable gold to be mined. But the reverse is also true -- a stronger rand means higher costs, in some cases rendering entire mines unprofitable.

Read: South African gold mine job cuts widen with 16,000 at risk

Last year, Sibanye was considering deepening some of its existing operations, restarting production at its mothballed Burnstone project and had a plan to re-mine old waste dumps for gold.

Now it's working on plans to close its Cooke and Beatrix West operations, potentially affecting 7,400 jobs, and said Thursday it will write down the value of those assets by 2.8 billion rand. The stock has dropped by 58 percent in the past 12 months.

Sibanye isn't the only company feeling the pain from a stronger currency in South Africa, which still has the world's third-biggest gold reserves, according to the U.S. Geological Survey.

AngloGold Ashanti Ltd., which gets about a quarter of its gold from South Africa, said Aug. 1 it will report a loss for the first half after writing down the value of local mines by \$86 million. Harmony Gold Mining Co. also took a \$129 million impairment after deciding to close some mines earlier instead of expending capital developing them further.

ANGOLA :

Angola: Election2017 - Casa-Ce Leader Presents Programme in Ndalatando

16 August 2017 Angola Press Agency (Luanda) <http://allafrica.com/stories/201708170303.html>

Ndalatando — The leader and presidential candidate of the Convergência Ampla de Salvação de Angola (CASA-CE) Tuesday in Ndalatando, northern Cuanza Norte province, presented his coalition's governing programme.

During a tour of Ndalatando's compounds of Bairro Popular, Kipata, Embondeiros, Azul and Banga, Abel Chivukuvuku spoke of the ten reasons behind what he calls the "change programme".

The leader of the third major Angolan political party walked about 10 kilometres into the compounds before hosting a public rally at Lenga-Lenga market.

The politician expressed satisfaction with the participation of young people in the actions of the coalition and said that his party was committed to promoting direct contact with the voters, going inside the neighbourhoods, towns and villages, to learn of the difficulties facing the communities.

He reaffirmed the coalition's commitment to promoting closer governance among citizens and recommended its militants to be tolerant and respectful of political differences during the election campaign and voting day.

As part of his 48-hour visit to Cuanza Norte, the political leader said he had scheduled a visit to the CASA-CE's militants arrested at weekend on charges of physical assault on the deputy administrator of Lucala municipality.

Speaking to ANGOP, he said that the work carried out focused on the mobilisation of new militants with satisfactory results.

He mentioned that, as a young political organisation, CASACE has its ideas aimed at promoting peace, democracy and stability in the country, towards the sustainable and inclusive development of Angola.

157,861 voters have registered in northern Cuanza Norte province for the forthcoming 23 August general election for 296 polling stations and 506 voting tables.

In the latest election of 2012, CASA-CE became the third most voted party, earning eight parliamentary seats.

Angola: Election2017 - Opposition UNITA Leader Expected in Benguela

16 August 2017 Angola Press Agency (Luanda) <http://allafrica.com/stories/201708170306.html>

Benguela — The opposition UNITA leader and presidential candidate is expected in central Beuguela province on Wednesday for public rallies, lectures and meetings with voters.

This is under the ongoing electoral process ahead of the forthcoming 23 August general election.

According to a press note released Tuesday, during his two-day visit, Isaiás Samakuva will contact with local voters at markets.

On Thursday, UNITA leader will host a lecture in the port city of Lobito for students, civil servants, businesspeople, intellectuals, street vendors and representatives of the civil society.

MAROC :

Le Maroc, premier pays d'Afrique à bénéficier des financements de la BAD

Meryem EL MISSI 16/08/2017 à 09:30 / <http://www.2m.ma/fr/news/le-maroc-premier-pays-dafrique-a-beneficier-des-financements-de-la-bad-20170815/>

Avec 2,7 milliards de dollars investis, 14 projets financés, une autoroute construite, 6 000 km de routes renforcés, 7 aéroports construits ou modernisés, 290 km de voies ferrées construits, le port de Nador West Med réalisé et 18 millions d'usagers bénéficiaires, le Maroc se hisse à la tête des pays africains bénéficiaires des financements de la Banque Africaine de Développement (BAD) liés au transport.

Dans un document de la Banque africaine de développement (BAD) publié à l'occasion du cinquantième du premier projet financé par la Banque, en 1967, des voies routières au Kenya, la BAD précise que le Maroc a reçu au fil de 50 ans, 2,7 milliards de dollars pour financer ses systèmes de transport.

Se plaçant juste derrière le Maroc, la Tunisie s'est pour sa part vue octroyer entre 1967 et 2017 de la part de la Banque africaine de développement (BAD) 2 milliards de dollars de financements de projets de transports.

A l'échelle du continent, pas moins de 450 projets de transport sur le continent africain ont été appuyés par un financement global de 30 milliards de dollars depuis la création de l'institution. Ces projets ont permis de réaliser 40.000 kilomètres de routes bitumés, 30 aéroports construits ou étendus, 16 ports construits ou étendus. De surcroît, ces montants ont contribué au renforcement du réseau ferroviaire dans 14 pays et ont bénéficié à 450 millions de personnes à travers l'Afrique.

Deux opposants mauritaniens résidant au Maroc dans le viseur du président Abdelaziz

http://telquel.ma/2017/08/17/homme-daffaires-multimillionnaire-negociateur-dotage-les-opposants-mauritaniens-au-maroc_1557720

L'un représente la plus grosse fortune de Mauritanie, et l'autre est un ancien conseiller de l'ex-président burkinabé Blaise Compaoré. Tous deux résident au Maroc, sont des opposants au président Ould Abdelaziz, et pourraient faire l'objet de mandats d'arrêt émis par Nouakchott.

Quelques mois à peine après la crise diplomatique entre le Maroc et la Mauritanie, le voisin du sud compte lancer un mandat d'arrêt international contre deux de ses ressortissants selon le site Anbaa cité par nos confrères de Yabiladi. Ces mandats d'arrêt concerneraient Mohamed Ould Bouamatou et Moustapha Limam Chaafi, deux opposants au président Mohamed Ould Abdelaziz, installés au Maroc depuis plusieurs années.

Lire aussi : Querelle de voisinage entre le Maroc et la Mauritanie
Mohamed Ould Bouamatou, le multimillionnaire

L'homme d'affaires mauritanien, Mohamed Ould Bouamatou, considéré comme la première fortune de son pays, est arrivé en 2010 à Marrakech. Cousin de l'actuel président Mohamed Ould Abdelaziz, il était l'un de ses soutiens lors du putsch de 2008 et de l'élection présidentielle de 2009 remportée par ce dernier.

Durant la campagne, le fondateur de Bouamatou S.A (BSA) a notamment pris en charge tous les déplacements d'Abdelaziz à travers le pays, selon Jeune Afrique. N'ayant jamais été payé, il s'exile en 2010 dans une villa à Marrakech avec sa famille. Depuis, il gère sa fortune et ses activités mauritaniennes depuis le Maroc, d'après la même source.

Instituteur de formation, Ould Bouamatou a créé la première banque privée en Mauritanie en 1995, la Générale banque de Mauritanie (GBM). Il a aussi fondé en 2000 Mattel, le premier opérateur de communication mobile mauritanien, qu'il a créé avec Tunisie Télécom et un autre actionnaire privé mauritanien.

Également actif dans le secteur du tabac, il était aussi l'un des trois actionnaires de Mauritania Airways avec Tunisair et le gouvernement mauritanien. Lancée en 2007, la compagnie aérienne a été liquidée en 2010 après avoir été inscrite sur la liste noire des compagnies aériennes interdites de survoler l'Union européenne. Entre-temps, l'homme d'affaires mauritanien est aussi entré dans le capital du journal en ligne mondafrique.com fondé par le français Nicolas Beau.

Lire aussi : Mauritanie: arrestation d'un Sénateur contestataire

Depuis 2012, sa société Bouamatou S.A est dans le collimateur de la Direction générale des impôts (DGI) de Mauritanie qui lui a adressé un avis de redressement fiscal d'un montant total estimé à 111,24 millions de dirhams, selon Jeune Afrique. Bouamatou Ciment a notamment été menacé de fermeture pour cause de "non-paiement d'impôts" et de "fraude fiscale".

En parallèle, le richissime homme d'affaires, qui s'est présenté au Forum Crans Montana en mars 2016, a lancé le 18 janvier 2016 à Bruxelles la Fondation pour l'égalité des chances en Afrique, avec l'aide de l'avocat belge Georges-Henri Beauthier et l'avocat français William Bourdon, "spécialisés dans la défense des droits de l'Homme". L'objectif de cette fondation: "soutenir des projets à but non lucratif afin de renforcer en Afrique", lit-on sur son site officiel.

Mohamed Ould Bouamatou est très proche de plusieurs hommes d'affaires et hommes politiques français, principalement de droite, selon Jeune Afrique. Parmi eux, on peut compter Claude Guéant

et l'avocat Robert Bougri qui a offert les deux costumes à 13.000 euros à François Fillon. L'avocat français n'aurait "plus de contact avec M. Bouamatou ni avec ses proches depuis plusieurs années", nous précise un de ses proches.

Moustapha Limam Chaafi, l'ex-conseiller de l'ombre du Burkinabé Compaoré

"J'ai eu le plaisir de rencontrer pour la première fois Mohamed Ould Bouamatou à Marrakech pendant un séjour que j'ai effectué dans cette ville en octobre 2014. Il m'avait convié à un déjeuner, chez lui, avec des amis communs", témoigne en mai 2017 dans une interview au média Rmibiladi Moustapha Limam Chaafi, autre opposant mauritanien qui a établi ses quartiers au Maroc en 2014. À Rabat, plus précisément, avec sa famille et ses quatre enfants.

Depuis 1996 dans les coulisses du pouvoir burkinabé, Chaafi était le "conseiller de l'ombre" et "l'un des hommes-clés du régime" du président déchu Blaise Compaoré. "Il faisait partie du cabinet parallèle du chef de l'État. Chaafi parlait pratiquement tous les jours au président, en tête-à-tête ou au téléphone", écrit le journaliste politique burkinabé Adama Ouédraogo, dans son livre "Blaise Compaoré, de l'ascension à la descension".

Polyglotte (il parle plusieurs langues dont le dioula, le haoussa, le tamachek, le hassanya, le peul, et le wolof), Chaafi était principalement responsable d'aider Blaise Compaoré "à sauver les têtes de certains expatriés faits prisonniers dans les sables chauds et mouvants du Sahel". Il réalise plusieurs missions, sur le terrain et dans le désert, pour contrer Aqmi. En 2010, il participe par exemple à la libération de deux Espagnols et un Canadien.

Lire aussi : Mauritanie: bataille constitutionnelle entre Mohamed Ould Abdel Aziz et l'opposition

"Grâce à son large carnet d'adresses, même les Français font appel à lui", nous affirme le journaliste burkinabé. Celui qui est appelé "l'homme du désert", selon Jeune Afrique, rencontrera les deux grands émirs d'Aqmi, Abou Zeid et Mokhtar Belmokhtar. "Je lui ai parlé de son enfance, et il a pleuré devant moi", avait témoigné Chaafi dans un entretien à l'hebdomadaire français L'Express en 2013.

L'homme a dû fuir à 54 ans le Burkina Faso, après le coup d'État de 2014. Il habite désormais entre Rabat et Abidjan. Il n'hésite pas à se montrer critique envers le président mauritanien Ould Abdelaziz contre lequel il s'oppose fermement.

Dans l'interview qu'il accorde à Rmibiladi en mai dernier, il le présente ainsi comme "un homme qui s'arroge le droit de piller ses ressources et veut soumettre son peuple à la servitude". Il lui reproche aussi d'avoir "érigé la 'kleptocratie' en mode de gestion de l'État". "C'est vrai que j'ai demandé le départ d'Aziz. Et j'ai appelé à sa chute, j'ai demandé aux Mauritaniens d'œuvrer à sa chute", poursuit Chaafi qui soutenait Sidi Ould Cheikh Abdalli.

Le président actuel Abdelaziz lui rend bien la pareille: alors que "l'homme du désert" est visé par un mandat d'arrêt depuis 2011 pour "financement de terrorisme", Chaafi et le reste de sa famille se retrouvent dans l'impossibilité d'acquérir un passeport mauritanien. "Le responsable du recensement à Abidjan a expliqué qu'il aurait reçu des consignes fermes lui interdisant d'enrôler certains Mauritaniens, dont moi-même. Selon une source proche de l'ambassade, Mohamed Ould Bouamatou figurerait sur cette liste", commente-t-il toujours dans la même interview. Reste à savoir comment les autorités marocaines vont réagir face aux nouveaux mandats d'arrêt qui pourraient viser ces deux exilés au Maroc.

Sahara: Horst Köhler nommé envoyé spécial, bonne nouvelle pour le Maroc?
Par lesiteinfo - 16 août 2017 à 18 h 59

<http://www.lesiteinfo.com/maroc/sahara-horst-kohler-nomme-envoye-special-bonne-nouvelle-pour-le-maroc/>

C'est désormais officiel. Le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres a annoncé ce mercredi à New York, la nomination de Horst Köhler, ancien Président d'Allemagne, au poste d'Envoyé personnel du SG de l'Onu pour le Sahara.

Köhler possède une expérience de plus de 35 ans dans le secteur gouvernemental et des organisations internationales, notamment en tant que Président de la République Fédérale d'Allemagne (2004-2010), indique un communiqué de l'Onu. Auparavant, il a été Directeur général du Fonds monétaire international (FMI) entre 2000 et 2004, et président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement à Londres (1998-2000).

Il a aussi servi en tant que Secrétaire d'Etat au ministère fédéral des finances (1990-1993), avant d'être nommé président de la German Savings Bank Association (1993).

Köhler est lauréat de l'Université Eberhard Karls de Tübingen, où il a obtenu en 1969 un diplôme en Économie publique et sciences politiques. Il est également titulaire d'un doctorat en Sciences économiques en 1977, note la même source, ajoutant que M. Köhler a occupé le poste de professeur honoraire à l'Université de Tübingen depuis 2003. L'ancien président allemand succède à l'Américain Christopher Ross que le Maroc ne porte pas dans son coeur étant donné sa gestion du dossier du Sahara.

Des sources bien informés avaient indiqué que le Polisario aurait préféré que l'envoyé spécial soit Américain, tandis que le Maroc préférait la nomination d'un Européen, surtout qu'il garde de bons souvenirs de l'ex-envoyé Peter Folsom.

S.L. (avec MAP)

AFRICA UNION :

Angola: African Union Deploys Short Term Election Observers to Witness the 23rd August 2017 General Elections in the Republic of Angola

<http://allafrica.com/stories/201708160661.html>

The Chairperson of the African Union Commission Mr. Moussa Faki Mahamat has approved the deployment of an African Union Election Observation Mission (AUEOM) to the general elections scheduled to place in the Republic of Angola on 23 August 2017. The African Union Short Term Election Observation Mission will be led by H.E Jose Maria Neves, former Prime Minister of the Republic of Cape Verde and comprises forty (40) election observers drawn from Members of the

Permanent Representative Committee of the African Union, Pan African Parliament, Election Management Bodies, Civil Society Organizations and academia.

The African Union Elections Observation Mission draws its mandate from various African Union instruments, most importantly: the African Union Guidelines for Elections Observation and Monitoring Missions (2002); the OUA/AU Declaration on Principles Governing Democratic Elections in Africa (2002); African Charter on Human and Peoples Rights (1981) and African Charter on Democracy, Elections and Governance (2007), among others.

The objectives of the Mission are: to provide an accurate and impartial reporting or assessment of the quality of the 23rd August 2017 general elections in the Republic of Angola, including the degree to which the conduct of the elections meets regional, continental and international standards for democratic elections; to offer recommendations for improvement of future elections based on the findings; and, to demonstrate AU's interest to support Angola's elections and democratization process to ensure that the conduct of genuine elections contributes to the consolidation of democratic governance, peace and stability in Angola in particular and the Southern Africa sub-region in general.

For more information please contact: Mr. Robert Gerenge (gerenger@africa-union.org) or Ms. Karine Kakasi Siaba (kakasik@africa-union.org).

Turkish military base in Somalia: Risks and opportunities
MENEKSE TOKYAY | Published — Thursday 17 August 2017

<http://www.arabnews.com/node/1145846/middle-east>

ANKARA: As a projection of its expanded geopolitical and economic presence in East Africa, Turkey will open its largest overseas military training camp in the Somali capital Mogadishu in September. It will be the first of its kind for the Somali national army, which is being restructured. Construction began in March 2015. At the cost of some \$50 million, the base will host three military schools, dormitories and depots over an area of 400 hectares.

For training exercises with up to 10,000 Somali soldiers in early September, some 200 Turkish soldiers will be deployed at the base, which will be able to train more than 1,500 troops at a time. But such a military engagement carries risks. It is not clear whether Turkish troops will be involved in combat missions against the militant group Al-Shabab, which controls most of south-central Somalia.

Turkey has been very active in Somalia since 2011, helping the country strengthen its public institutions and alleviate a severe famine.

On Aug. 15, Turkish Airlines carried more than 60 tons of food aid to Mogadishu, to be distributed to 12 locations in Somalia. More than 60 tons of food aid and medical supplies were sent to Mogadishu in April.

Prof. Sedat Aybar, director of the Africa Research Center at Istanbul Aydin University, said Turkey has contributed positively to Somali development.

“In terms of building up hard power, establishing a military base is a serious effort, but the outcomes are unknown in the short run,” he told Arab News.

“However, given the situation in Somalia, this effort is more likely to provide positive returns for Somalis,” he added.

“A NATO member and an inspiring candidate for full EU membership, Turkey’s efforts in Somalia are more likely to generate international coordination and cooperation, rather than creating conflict and turmoil.”

Aybar said establishing a Turkish military base in Somalia has become even more significant since the announcement by President Donald Trump that US aid to Africa will be reduced.

“Many countries in Africa are aid-dependent, and American aid is an important part of their functioning as nation states,” said Aybar.

“Turkey, being one of the major donor countries to Somalia, is going one step further by establishing a military capacity there,” he added.

“This is particularly important as development requires building up a military capacity that doesn’t fully exist in Somalia.”

Aybar said Turkey, as a mid-sized regional power, gets involved in development in Africa by taking part in the continent’s new security architecture. “This is expected to provide positive returns for the Turkish defense industry.”

Hasan Ozturk, an Africa expert from the Istanbul-based think tank BILGESAM, said the camp’s strategic location is telling, as it is very close to the entry point of the Gulf of Aden, north of Mogadishu.

“For years, Turkey has been providing military training to officers of many African Union (AU) countries, including Somalia. It became very costly to host and train them each time in Turkey,” Ozturk told Arab News.

“Such training will also help Turkey’s broader international trade priorities, as the training will involve anti-piracy efforts, to which Turkey has contributed in the past.”

Ibrahim Nassir, an Africa expert at the Ankara Center for Crisis and Policy Studies, said the camp will boost Turkey’s soft power in the region and enhance its status as an essential player in regional security.

He added that Somalia’s president is very keen to fight terrorism, and that has reduced the number of terrorist attacks in his country.

Nassir said there is no security risk for the military camp because security has improved in parts of Somalia, especially Mogadishu.

“On top of that, Turkey has soldiers and military bases in many countries, and there are no terrorist attacks on its troops,” he said.

“This indicates that many nations trust the Turkish armed forces due to their belligerence against imperialism and injustices around the world.”

New HOM to Ethiopia and the African Union

Thursday, 17 August 2017, 1:14 pm Press Release: New Zealand Government

<http://www.scoop.co.nz/stories/PA1708/S00340/new-hom-to-ethiopia-and-the-african-union.htm>

Hon Gerry Brownlee Minister of Foreign Affairs

17 August 2017

New HOM to Ethiopia and the African Union

Foreign Minister Gerry Brownlee has today announced Mark Ramsden will be New Zealand’s next Ambassador to Ethiopia and the African Union

“Our relationship with Ethiopia and the African Union has strengthened considerably since New Zealand established a diplomatic presence in Ethiopia in 2011,” Mr Brownlee says.

“As a non-permanent member of the United Nations Security Council from 2014-2016, New Zealand closely engaged with Ethiopia and the African Union on peace and security issues of importance to Africa.

“New Zealand is focused on building on our trade and economic relationships.

“A growing number of New Zealand companies are interested in East Africa, including Fonterra that has established a joint venture in Ethiopia.

“We will continue our successful development partnership with the African Union and Ethiopia, building on the recent New Zealand-African Union Geothermal Partnership and dairy development activities with Ethiopia,” Mr Brownlee says.

Mr Ramsden is currently the New Zealand High Commissioner to Fiji and has previously been posted to the Solomon Islands, New York, Papua New Guinea, and Vanuatu.

Mr Ramsden will also be accredited to Djibouti, Rwanda, Uganda, Nigeria, Ghana and Kenya.

ends © Scoop Media

AFRICA - USA :

USA and epidemic spreading in Africa

August 5, 2017 in Opinion / <https://www.thestandard.co.zw/2017/08/05/usa-epidemic-spreading-africa/>

Researchers studying both cellular and viral disease agents in the laboratory have become infected since the early days of microbiology 150 years ago.

BY OWN CORRESPONDENT

In the beginning of the 21st century, new concerns about bio weapons being used to generate terror and also with a series of new disease-causing microbes have resulted in infections and deaths of workers studying them in the laboratories.

Here, we can see some examples: smallpox virus escaped from a UK laboratory where it was being maintained and stored, the 2014 infections and deaths of five researchers who were isolating the West African Ebola virus for deoxyribonucleic acid (DNA) sequencing epidemiology studies, two recent infections that happened in the same US laboratory where researchers were infected with agents causing septicemic Yersinia plague and Bacillus anthrax and the 2012 death in California from laboratory infection by Neisseria meningitidis resulting in spinal meningitis.

Beginning March 2014, a devastating Ebola outbreak in West Africa caused widespread suffering and damaged fragile public health systems.

The nations of Guinea, Liberia and Sierra Leone lost more than 10,000 lives because of Ebola outbreak.

The recent outbreak of Ebola in the Democratic Republic of Congo occurred last May close to an American laboratory in Uganda near DRC border.

The number of victims was insignificant in comparison with the 2014 disaster in West Africa. Several US companies were suggesting that vaccines against this virus were developed by them.

Leaks from within Western establishments and their behavior fuel the conspiracy theories that Ebola is bio-weapon created by the West to depopulate Africa.

The number of the American research laboratories working on protection against bioterrorism has increased from 20 to 400 over the last 10 years.

Most of these centers appeared in African countries such as Nigeria, Kenya, DRC, Tanzania, Uganda, Liberia, Sierra Leone and Egypt. Such laboratories allow to develop biological weapons.

US government agencies have a long history of carrying out allegedly defensive biological warfare research at labs in Liberia and Sierra Leone.

This includes the Centers for Disease Control and Prevention (CDC), which is now the point agency for managing the Ebola spill-over into the US.

If you look at a map of west coast of Africa you can see where laboratories are located as they are across the heart of Ebola epidemic. Probably some of these labs are the origins of the Ebola epidemic.

Laboratory-acquired viral and bacterial infections in research facilities happen. Although less common than infections of clinical workers handling patient samples, infections of researchers with serious pathogens can lead to death.

This is an increasing problem as governments of USA and technically advanced nations have increased research on potential bioterrorism agents and as concerns have grown about capture of such bioweapons by rogue nations and non-government groups.

Millions or billions on our planet worry whether the African pandemic might be rapidly turning into a global epidemic spreading to every corner of the earth.

The World Health Organisation (WHO) and US government are busily downplaying the risks to citizens here in North America.

Specific character of Ebola spreading and high lethality of the virus allows to kill people selectively targeting villages, cities or countries. Biological war might be very fast and successful if a state for a case of unforeseen circumstance already has a developed and tested vaccine.

The US Department of Defense (DoD) is funding Ebola trials on humans, trials which started just weeks before the Ebola outbreak in Guinea and Sierra Leone.

The reports continue and state that the DoD gave a contract worth \$140 million to Tekmira, a Canadian pharmaceutical company, to conduct Ebola research.

This research work involved injecting and infusing healthy humans with the deadly Ebola virus, which started in January 2014 shortly before an Ebola epidemic was declared in West Africa in March.

In bringing the two Ebola infected Americans back from West Africa to the CDC, in addition to optimising their survival chance, the other all too obvious explanation is to harvest their Ebola cells for extraction that will then be used to patent the most deadly strain ever known to man.

No doubt the US government is highly invested in Ebola for both potential profits developing a vaccine as well as for a potential solution as a convenient biowarfare global population-killer.

Speaking of profits, Tekmira Pharmaceuticals, a pharmacological company gets huge benefit because millions of people as well as governments bought prepared vaccine.

It's not a suspect that the American military has also been doing research on Ebola as a bioweapon.

Its stable nature in aerosol makes it attractive as a potential biological weapon. USA have been using DRC, Uganda, Liberia and Sierra Leone as an offshore to circumvent the Convention on Biological Weapons and do bio-warfare work.

Trump administration's Africa policy in focus at AGOA trade talks

Lesley Wroughton #Business News

August 8, 2017 / 12:05 PM / 9 days ago <https://www.reuters.com/article/us-usa-trade-africa-idUSKBN1AO108>

WASHINGTON (Reuters) - With the Trump administration's trade agenda focused on reining in China and renegotiating the North American Free Trade agreement, Africa has barely appeared on the radar screen.

That could change this week as President Donald Trump's top trade negotiator and other senior U.S. officials head to the West African nation of Togo to review a Clinton-era free trade pact with sub-Saharan Africa, in the administration's first high-level delegation to visit the region.

Looming over the two-day ministerial is China's growing role in African trade and influence, as Beijing finances massive infrastructure projects in the region, some through its new Asian Infrastructure and Investment Bank.

While U.S. exports to sub-Saharan Africa as a whole have doubled to \$21.81 billion from \$10.96 billion in 2000, according to U.S. Commerce Department data, they were dwarfed by China's \$102 billion in exports to the region in 2015.

Also at issue is whether the Trump officials, led by U.S. Trade Representative Robert Lighthizer, will signal a desire to change the trade agreement before it expires in 2025. Trump has sought to

bolster his "America First" campaign by withdrawing from the Trans Pacific Partnership, threatening to rip up NAFTA and seeking to renegotiate the U.S.-South Korea free trade deal.

Launched in 2000, the African Growth and Opportunity Act (AGOA) has been barely mentioned by any Trump officials.

But no moves toward an early renewal or extension of AGOA are expected, said Constance Hamilton, deputy assistant U.S. Trade Representative for Africa.

Lighthizer will stress the importance to the administration of deepening its trade relationship with Africa, but will also caution that African countries should "engage in fair trade, eliminate barriers to U.S. exports and abide by the eligibility criteria of the AGOA program," said Hamilton.

The U.S. trade deficit with the 38 AGOA countries shrank to about \$7.9 billion last year from a peak of \$64 billion in 2008, as U.S. shale oil production increases have lessened the need for oil imports from major exporters Nigeria and Angola.

Overshadowing the talks will be an "out-of-cycle" review of AGOA trade benefits to Rwanda, Uganda and Tanzania, which have supported a phased ban on imports of second-hand clothing. U.S. groups say the move violates AGOA rules.

"The fact that we accepted the petition under the Trump administration, I won't say that means we're any harder on any countries, it just says we respect the criteria," said Hamilton, who emphasized that the issue was still under review by USTR.

The administration has paid little attention to developing a U.S.-Africa policy, said Kim Elliot, a trade expert at the Washington-based Center for Global Development.

"This administration has just shown almost zero interest in Africa," said Elliot. "It has not been a big focus, there is no sign at all that it has engaged the president's interest."

Scott Eisner, president of the U.S. Chamber of Commerce's U.S.-Africa Business Center, said African countries should look at reforms to attract more foreign investment.

AGOA, in its current form, will likely become irrelevant for a number of markets by 2025, he said.

"Those governments that want to continue to count on the U.S. market need to be prepared to come to the table to have bi-lateral or regional trade talks - whether they are called a free trade agreement or something different," Eisner said.

Peter Barlerin, a senior State Department official, said African nations need to start thinking about what comes after AGOA.

"We're not going to see AGOA stretching out to infinity, so eventually we will move into some other kind of arrangement, and that could include bilateral or larger free trade agreements with parts of Africa," he said.

Reporting by Lesley Wroughton; Editing by Tom Brown

CHINA – AFRICA :

La 2è édition du "China-Africa Investment Forum" en novembre prochain à Marrakech
http://www.atlasinfo.fr/La-2e-edition-du-China-Africa-Investment-Forum-en-novembre-prochain-a-Marrakech_a84102.html
Dimanche 6 Août 2017 modifié le Lundi 7 Août 2017 - 16:58

La 2è édition du China-Africa Investment Forum (CAIF) se tiendra les 27 et 28 novembre prochains, à Marrakech, avec la participation de plus de 400 décideurs économiques chinois et africains de haut niveau pour deux jours de conférences et de rencontres d'affaires. Co-organisé par le ministère de l'industrie, de l'investissement, du commerce et de l'économie numérique, "Jeune Afrique Media Group" et "BOAO Business Consulting", le CAIF aura pour vocation de favoriser les rencontres d'affaires entre les principaux acteurs du commerce et de l'investissement entre la Chine et l'Afrique afin de promouvoir la création de partenariats durables à forte valeur ajoutée, notamment industrielle, indique un communiqué des organisateurs.

Deux jours de conférences et de débats qui seront consacrés aux implications financières de la nouvelle route de la soie pour les économies africaines et des solutions à privilégier pour capitaliser sur cette nouvelle dynamique qui vise à faire du continent une véritable plateforme industrielle.

En parallèle, des ateliers pratiques permettront de saisir les clés de compréhension des politiques économiques et des environnements opérationnels chinois et africains.

Le ministre de l'industrie, de l'investissement, du commerce et de l'économie numérique, Moulay Hafid Elalamy a déclaré que " l'organisation de cet événement d'envergure s'intègre dans une démarche volontariste et stratégique menée au plus haut niveau de l'État marocain, ajoutant que "ce forum vise à consacrer la coopération Sud-Sud et à tirer le plein potentiel du partenariat Maroc-Chine-Afrique" .
Dimanche 6 Août 2017 - 16:11

China strengthens relations with Africa

Business Report / 15 August 2017, 09:30am / ANA Reporter - <https://www.iol.co.za/business-report/china-strengthens-relations-with-africa-10790814>

JOHANNESBURG - The People's Republic of China said on Monday that it wants to strengthen its cooperation with Africa by working to remove trade barriers and ease of doing business with Africa, but a few bottlenecks needed to be addressed first.

Speaking at a China-Africa media forum on Monday in Johannesburg, China's ambassador-designate to South Africa, Lin Songtian, said that both China and Africa were faced with a historic opportunity to synergise their respective development strategies.

Songtian said China intends to help Africa in its efforts to addressing lack of quality infrastructure, professional and skilled personnel as well as financial resources. He described the three challenges as major bottlenecks impeding Africa's development.

"China wants to support Africa to develop independent and sustainable systems of industrialisation, food security, as well as public health and disease prevention and control," Songtian said.

"Most importantly, China aims to help Africa resolve long-standing problems of jobs, food and health."

In recent years, China has significantly grown to become Africa's largest trading partner, main investor and engineering contractor, with trade volumes soaring to US.\$85.3 billion in the first half of 2017.

In 2015, China pledged to implement 10 Cooperation Plans that mainly focus on accelerating Africa's industrialisation and agricultural modernisation, with a total of US \$60 billion of funding.

However, Songtian said as much as China and Africa enjoyed fruitful results and bright prospect of cooperation, it was also important to acknowledge bottlenecks and problems each country faces when it comes to trade.

He said there was a lack of "mutual understanding" and appreciation, and a lack of market economy experience, particularly with promoting inflow of investment.

"There is also room for improvement in some African countries in terms of their laws and regulations, government policies, and public service. Among these problems, the most fundamental challenge is the lack of mutual understanding and an outdated conception or misconception of mutually beneficial cooperation between China and Africa," Songtian said.

"An important reason for this problem is that, so far, we have been getting information on each other mostly through Western media. The stories that we have been told are invariably through coloured-lens that are being purposefully pessimistic or deliberately smears China-Africa cooperation."

- African News Agency (ANA)

China calls for China-Africa media cooperation

By He Shan China.org.cn, August 15, 2017 http://www.china.org.cn/world/2017-08/15/content_41413490.htm

"There is a large room and potential for cooperation between Chinese and African media," said Guo Weimin, vice minister of the State Council Information Office of China, as he addressed the China-Africa Media Forum held on Aug. 14 in Johannesburg, South Africa.

The forum was hosted by the State Council Information Office and co-organized by Xinhua News Agency and Independent Media Group of South Africa. It aimed to boost understanding and

exchanges between Chinese and African media agencies and increase fair media coverage of both sides.

Guo said media agencies serve as an important bridge between China and African countries to promote their friendship and facilitate people-to-people exchanges.

In his speech, Guo encouraged Chinese and African media organizations to explore cooperation on news coverage, personnel training and cultivation, and urged the two sides to coordinate their reporting and agenda setting efforts in order to increase the voices of developing countries.

The minister also called on Chinese and African media organizations to counter balance Western media reporting, which has a tendency to label the continent as poor, disease-ridden and war-torn. Follow China.org.cn on Twitter and Facebook to join the conversation

AFRICA - INDIA :

‘Zim should target \$10bn Indian funds for Africa’

August 17, 2017 in Business <https://www.newsday.co.zw/2017/08/17/zim-target-10bn-indian-funds-africa/>

ZIMBABWE should target about \$500 million for infrastructure projects from the \$10 billion line of credit India made available for African countries, the south Asian nation has said.

BY TATIRA ZWINOIRA

The \$10 billion line of credit was unveiled in March.

Indian ambassador to Zimbabwe Rungtung Masakui told NewsDay last week that his government was interested in infrastructure projects in power, renewable energy and agriculture mechanisation.

“If we put this all together maybe you can get \$400 or \$500 million and see how we can add on other products as the months go depending on how much has already been cornered by other African countries,” he said.

“It depends on how much you can absorb also because this \$10 billion is promised to all African countries, so it is not just specific to Zimbabwe. We do not set aside a quota to say this batch is for this country or that country, there is nothing like that so it is something like a first come, first serve basis based on the viability of the project. But, you cannot just absolve, the institutions are not there and the structure are not clear themselves these are huge funds so more is needed in this regard.”

Masakui said there was a need for locals to keep pushing for the funding of their projects since India and Zimbabwe followed more formal systems.

“The trade relationship volume is really not encouraging as of now and that there is a need to activate activities,” Masakui said.

In March, India’s President Ram Nath Kovind unveiled a \$10 billion credit line for African countries to help support economic growth in each of the particular countries.

However, progress by Zimbabwean businesses has been slow in seeking ways of tapping into those resources.

In just trade alone, the Zimbabwe National Statistics body reported that Zimbabwe exported a meagre \$61 083 to India while imports from that country were \$52,14 million that is negatively skewed against Zimbabwe.

Masakui said power infrastructure was where players could find success with some lines of credit.

“Right now we you are importing from Eskom and Mozambique, so it is kind of an import substitution if you are developing or adding capacity to your power industry here in Zimbabwe. It means you are not importing and the drainage of foreign exchange is saved while at the same time you servicing your own industry with power you generate from your own plants,” he said.

Meanwhile, the Indian Embassy celebrated India’s National Day in Harare on Tuesday wherein the country celebrated, among other things, the growth of its economy with Kovind calling for a new India by 2022.

Indian trade show to be held in Ghana

Della Russel Ocloo / 17 August 2017 / <http://www.graphic.com.gh/news/general-news/indian-trade-show-to-be-held-in-ghana.html>

A trade show aimed at promoting India’s economic cooperation with West African countries and helping Indian industries to connect with the private sector and government businesses is to be held in Accra.

The event, dubbed: Namaskar Africa, an initiative of the Federation of Indian Chambers of Commerce & Industry (FICCI) and the Government of India, will take place at the Ghana International Trade Fair Centre (GTFC) on August 16 to 17, 2017.

The fair, which will host an exhibition on various industries, including technology, will also feature a business-to-business (B2B) conference to enable Indian businesses to network with government institutions in the participating countries.

Officials of the FICCI will also use the fair to position Brand India as a leading economic player in West Africa, facilitate Indian investments into the region and create awareness of the best technologies and products that India has to offer.

The over 70 companies that will participate in the event will thus interact in the areas of agriculture and food processing, automobile, health care and pharmaceuticals, education, energy, infrastructure and construction, clothing and textiles.

Benin, Burkina Faso, Cameroon, Cote d’Ivoire, Gabon, Liberia, Nigeria, Senegal, Sierra Leone and Togo are expected to participate in the fair.

Indian High Commissioner

The Indian High Commissioner in Accra, Mr Birender Singh, made this known in an interview in Accra.

He said the decision to host the trade show in Accra showed the importance his country attached to its bilateral relations with Ghana and the rest of West Africa.

The Namaskar Trade Show, he said, would also consolidate 60 years of the establishment of friendly diplomatic relations between Ghana and India.

Presently, trade balance between Ghana and India was in favour of Ghana, as Ghana took advantage of certain key investment policies to expand its exports to India, he said.

“We expect the fair to strengthen people-to-people relationships, bonds between the two countries and business relationships that are capable of generating employment for Ghanaians,” Mr Singh added.

Priority engagement

The High Commissioner noted that trade between India and West Africa had become a platform for job creation.

India, he said, was the first country to offer a duty free tariff preference scheme to African goods and exportable commodities in 2008.

Under the scheme, he said, more than 98 per cent of tariff lines were opened to exports from Africa at low tariff, which provided a huge access to India’s domestic market.

“We have been encouraging the 34 least developed countries in Africa to make better use of the duty free scheme to consolidate developmental gains in their countries,” the High Commissioner stressed.

On Ghana, he said whereas Indian exports to Ghana were to the tune of \$682 million as of 2016, Ghana’s exports to India were to the tune of \$1.93 billion.

Mr Singh said India was the second largest foreign investor in Ghana in terms of the number of projects, covering educational institutions, telecommunications, pharmaceuticals, agro processing, among others.

Asked about the possibility of Ghanaian businesses operating in India, considering the growing number of Indian businesses in Ghana, Mr Singh said his country would be happy to receive investments from Ghanaians, since India had a liberal investment policy that allowed profit repatriation.

Writer’s email: della.russel@graphic.com.gh

AFRICA - EUROPA :

Africa's Richest Man to Invest Up to \$50 Billion in U.S., Europe

By Francine Lacqua
and Paul Wallace

17 août 2017 à 06:01 UTC+2 17 août 2017 à 13:30 UTC+2

<https://www.bloomberg.com/news/articles/2017-08-17/africa-s-richest-man-to-invest-up-to-50-billion-in-u-s-europe>

Africa's richest man, Aliko Dangote, plans to invest \$20 billion to \$50 billion in the U.S. and Europe by 2025, in industries including renewable energy and petrochemicals.

The 60-year-old Nigerian cement tycoon aims to move into these territories for the first time in 2020 after completing almost \$5 billion of agricultural projects and an \$11 billion oil refinery in his home country, he said in an interview with Bloomberg Markets Magazine this month.

"Beginning in 2020, 60 percent of our future investments will be outside Africa, so we can have a balance," said Dangote, who's worth \$11.1 billion, according to Bloomberg's Billionaires Index. Dangote Group will consider investments in Asia and Mexico, but will focus mainly on the U.S. and Europe, he said. "I think renewables is the way to go forward, and the future. We are looking at petrochemicals but can also invest in other companies."

Dangote has diversified rapidly in the last five years, both geographically and into new industries. He's expanded Dangote Cement Plc, which accounts for almost 80 percent of his wealth, into nine African countries aside from Nigeria. In 2015, he began building a 650,000 barrel-a-day refinery near Lagos, Nigeria's main commercial hub, and he's constructing gas pipelines to the city from Nigeria's oil region with U.S. private equity firms Carlyle Group LP and Blackstone Group LP. He said in July he'd invest \$4.6 billion in the next three years in sugar, rice and dairy production.

Shares in Dangote Cement rose 0.5 percent to 215 naira at 12.10 p.m. in Lagos Thursday, extending the advance this year to 24 percent.

Telecoms Unappealing

"When you look at it -- not just in Nigeria but in the rest of Africa -- the majority of countries here depend on imported food," he said. "There is no way you can have a population of 320 million in West Africa and no self-sufficiency. So the first thing to do is food security. I believe Dangote Group is in the right position to drive this trajectory."

Dangote, who mostly lives in Lagos and counts Bill Gates among his friends, said he was a passionate industrialist and ruled out moving into newer sectors such as telecommunications or technology.

"When I look at telecoms, for instance, I think that would be very tough for us," he said. "Some players have been in this market for 17 years already. There's no way you can go and jump over somebody after 17 years of their hard work. So I think we would pass when it comes to telecoms today. There are other businesses that we understand better."

Dangote also said he has no plans to enter Nigerian politics.

“I’m not interested,” he said. “I enjoy a lot of what I am doing, and I also love my freedom -- and I don’t have too much. The little I have, politics would take away. There are businessmen who are interested in politics. I’m not one of them.”

Ghana - Marchés / Négoce

08 août 2017 - 16:45 | <http://www.commodafrica.com/08-08-2017-le-ghana-espere-que-lue-levera-linterdiction-dimporter-des-legumes-et-fruits>
par Commodafrica

Le Ghana espère que l'UE lèvera l'interdiction d'importer des légumes et fruits

D'ici la fin de l'année, l'Union européenne (UE) pourrait lever l'interdiction d'importer certains fruits et légumes du Ghana, a souligné le ministre de l'Agriculture Owusu Afriyie Akoto. Cette levée est conditionnée à la visite d'une délégation européenne en septembre au Ghana.

Rappelons que l'UE avait déclaré en juillet 2014 une interdiction temporaire sur l'importation de certains légumes ghanéens car leurs qualités étaient en-deçà des critères européens. Il s'agissait, notamment, de la présence de la maladie angulaire des taches foliaires sur certains agrumes, ou de drosophiles, les mouches des fruits, sur les mangues.

En octobre 2016, après un nouvel audit, l'UE avait reconduit l'interdiction. On en est donc au troisième audit et le Ghana espère retrouver ce débouché européen pour l'ensemble de ses fruits et légumes, ce qui lui permettrait d'accroître sa production et atteindre une valeur de \$ 20 millions, selon le ministre, rapporte ghanaweb. Le Ghana aurait, selon le ministre, déjà répondu à 95% des exigences de l'UE et d'ici la visite de la délégation en septembre, l'ensemble devrait être satisfaites.

Kenya : Les Observateurs de l'UE approuvent le scrutin présidentiel

14 août 2017 <https://africotelegraph.com/kenya-observateurs-de-lue-approuvent-scrutin-presidentiel/>
Au Kenya, la présidentielle a pris fin. La tension ne cesse de monter dans les rues ; surtout au niveau de la classe politique. Les observateurs de l'Union européenne (UE) ont fait comprendre n'avoir vu aucune fraude électorale.

Aucun signe de « manipulation centralisée ou locale » n'a été détecté lors du scrutin présidentiel au Kenya. C'est le constat des observateurs de l'UE. Ils l'ont dit au lendemain de la présidentielle ; parce que expliquent-ils, le scrutin présidentiel s'est déroulé sans aucun incident de fraude.

Cette déclaration peut-elle tranquilliser l'opposition du Kenya qui, d'ailleurs réclame leur victoire ? Difficile de répondre. Aujourd'hui, les populations vivent dans une inquiétude totale à cause des violences qui ont débuté.

Pour la directrice de la mission d'observation de l'union européenne, aucune fraude électorale n'a été aperçue. Marietje Schaake explique que leur mission fera convenablement son boulot sans hésitation. Elle fera son rapport avec professionnalisme.

Maintenant, la balle est dans le camp des politiques, ils doivent conscientiser les populations pour éviter le pire. C'est la meilleure façon que de tuer des civils qui n'ont rien à voir avec cette élection.

Signalons que le président sortant Uhuru Kenyatta est déclaré vainqueur de cette élection face à Raila Odinga.

DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, le vendredi 11 août 2017